

Non monsieur Marchais, la Dictature du Proletariat n'est pas périmée !

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

**SAMEDI 17
DIMANCHE
18
JANVIER
1976**

N° 86

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

*les avocats des soldats et syndicalistes
inculpés révèlent :*

LE DOSSIER EST VIDE !

La publication par les avocats des militants poursuivis devant la Cour de Sécurité de l'Etat, des dossiers de cette affaire est instructive à plus d'un égard.

Les dossiers sont vides, quant à l'accusation portée. Assister à un meeting, détecter des documents chez soi, professer une conception de l'armée différente de celle de la bourgeoisie, ce n'est pas comploter, c'est exercer certaines libertés démocratiques, libertés qui n'ont pas toujours existé et que la classe ouvrière a arrachées par son combat. Aussi, que reste-t-il de la thèse du complot, concerté et international, thèse entretenue par les déclarations du gouvernement, par les décisions du juge Gallut, par les sous-entendus qu'ont laissé planer certains partis qui prétendent défendre les libertés ? Rien.

Une fois l'écran levé apparaissent les véritables intentions de la bourgeoisie : rogner de façon détournée ces libertés conquises par la lutte, en se plaçant sur un terrain où elle prévoyait la riposte divisée. La peur du PS de voir son honorabilité éclaboussée, le refus par le PCF et les dirigeants révisionnistes de la CGT, les pressions que tout ce beau monde a exercées sur la CFDT, prouvent qu'elle avait visé juste quant à ces politiciens. Mais les réactions de nombreuses sections syndicales, les initiatives prises pour la libération des emprisonnés prouvent que chez les travailleurs on ne s'y est pas trompé. Car dans le même temps, l'attaque contre nos libertés s'amplifiait : licenciements de

délégués syndicaux -encore 24 syndiqués CGT licenciés de Peugeot pour occupation-, procès fait au syndicat par Air France-, menaces à peine voilées du ministre de l'intérieur contre le droit de manifester...

La lutte pour la libération des emprisonnés, pour la levée des inculpations, pour les droits démocratiques à l'armée, est impérieuse. Les marxistes-léninistes en sont partie prenante. Elle ne prendra toute son ampleur que si elle est conçue comme partie de cette lutte fondamentale dans la période : la lutte pour les libertés démocratiques. Lutte fondamentale parce

qu'offensive, tournée vers l'avenir. L'avenir, c'est la construction de ce mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, des travailleurs de notre pays, devant lequel tremble la bourgeoisie car elle en a senti le danger. C'est le fond de sa politique actuelle contre les travailleurs.

Aussi, résister aux atteintes aux libertés, en conquérir de nouvelles, c'est se donner les moyens de construire ce puissant mouvement d'ensemble, de le faire aboutir à la remise en cause du pouvoir d'une classe qui s'y accroche.

Eric BRÉHAT

ESPAGNE

100 nouvelles arrestations ; les grèves s'étendent à de nombreux secteurs ; une dizaine d'usines fermées ; les postiers réquisitionnés ; les manifestations sauvagement réprimées ; et pendant ce temps-là, Juan Carlos parle de «libéralisation».



SOMMAIRE

- manifestation des Educateurs contre la confirmation de la condamnation à mort de Bruno (p.5)
- Bretagne 76 : ouvriers et paysans, marins et pêcheurs, face à la crise (p.6,7)
- PMU : les dessous du jeu (p.11)
- Bruxelles : la justice du roi au secours d'Amaury (p.5)
- Angola : progression du MPLA au nord (p.12)
- les travailleurs contre la police médicale (p.8)

l'oudéac, quimper

manifestants en colère

**«ne viens pas en Bretagne,
Chirac, il y a plein de
chômeurs»**

Le voyage de Chirac en Bretagne commençait hier matin. Pour sa première étape, il avait choisi de visiter l'usine Olida (charcuterie) pour y visiter, croyait-il, une usine «modèle». Le matin tôt, la ville était quadrillée par les flics, certains en civil fouillaient systématiquement les poubelles et la veille, le directeur d'Olida avait cru bon de sermoner ses ouvriers en leur disant : «Restez calmes, pensez à vos enfants».

suite p. 5

Ouvriers, paysans, marins, pêcheurs, une longue tradition de lutte en Bretagne.

la vie du journal

quand les lecteurs prennent en main l'amélioration de leur journal

«Je crois pouvoir tracer un bilan»

Je suis lecteur du QdP depuis le premier jour et c'est pourquoi je crois pouvoir tracer un bilan au bout de 80 numéros. Je vous le dis tout de suite : ce bilan est très positif. Le journal n'a fait que s'améliorer au fil des jours. Mais il y a encore du pain sur la planche... Parmi les points positifs, il y a d'abord la présentation. Il est inutile pour moi d'y insister, nombre de lecteurs l'ayant déjà fait mieux que je ne pouvais le faire. Je dirai simplement que la «vue» est très bonne : début de certains articles, etc... Une faiblesse tout de même mais à laquelle vous êtes en train de remédier : les photos.

Selon moi, la rubrique la plus complète, la plus intéressante

Tu parles de la bonne présentation du journal... Un certain nombre de lecteurs nous ont déjà posé la question du format du journal. Qu'en penses-tu ? Au sujet de l'article sur l'Irlande, c'est vrai que l'article ne répond pas directement aux questions précises que les lecteurs se posaient après le massacre de 10 travailleurs protestants par des Irlandais : que se passe-t-il en Irlande bien sûr, mais aussi plus précisément, pourquoi la division

du journal est la rubrique «International». Tout y passe : les pays capitalistes (USA, Allemagne), les faux communistes (URSS, Pologne...), le Tiers Monde (Sahara Occidental, Angola...) et aussi, bien sûr les pays communistes (Chine, Albanie). L'un des seuls articles faibles est celui sur l'Irlande du Nord : imprécis sur le fond et sur la forme, il n'a fait que m'embrouiller (le peuple, est-ce les protestants, est-ce les catholiques ?). Passons maintenant aux aspects négatifs. Pourquoi avoir abandonné les articles historiques ? Sans doute faute de place.

Dès le numéro 2, vous abordiez un problème très important : l'art populaire. On en a

entre travailleurs protestants et catholiques ? Quel est l'état actuel de cette division, etc... puisque justement «c'est l'Angleterre qui est responsable de tout», et qu'il ne s'agit pas d'une guerre de religions. Pour un sujet comme celui-ci, sur lequel nous ne disposons pas assez d'informations aujourd'hui, c'est une nécessité de nous donner rapidement les moyens de les rassembler. Le problème est le même pour les questions culturelles et

«LA PREMIERE VICTOIRE EST QUE LE QUOTIDIEN PARAISSE. LA DEUXIEME EST LA PLUS IMPORTANTE, C'EST QU'IL DEVIENNE VRAIMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE».

pratiquement plus entendu parler depuis ! (si ce n'est au hasard de quelques critiques cinéma). Il en est de même pour le sport. Je vous signale qu'il y a actuellement, et cela depuis un certain temps, à Nantes, une grève des feds qui semble très intéressante (la participation des étudiants est massive, des liaisons ont été liées avec les boîtes de la région en grève, etc...)

Voilà, c'est tout pour le moment. Excusez moi si les critiques sont parfois sévères, mais je pense que le QdP a un rôle à remplir et qu'il lui faut encore beaucoup progresser. Amicalement.

D.G. lycéen Angers

historiques. Les solutions existent, les collaborateurs se proposent, à nous de prendre les choses en mains pour faire un vrai Quotidien du Peuple. Vos critiques, vos exigences, vos propositions nous y aideront beaucoup.

Pourrais-tu enfin nous envoyer plus d'informations sur la grève des étudiants à Nantes ? Camarade, c'est avec ses lecteurs que le Quotidien du Peuple se construira !

réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple de Vendée.

Tous nous sommes tombés d'accord sur le caractère nouveau du journal qui parle de la vie que nous vivons, au jour le jour. Le courrier des lecteurs d'une part, et les pages de luttes ouvrières d'autre part, sont particulièrement attrayantes, et il faut qu'elles continuent de donner la parole aux travailleurs, souligne Madeleine, employée de commerce depuis près de 20 ans.

«Le Quotidien doit continuer à expliquer l'actualité simplement pour que nous comprenions la vraie signification des discours empouillés des politiciens bourgeois qui veulent nous faire croire qu'ils sont indispensables en nous en mettant plein la vue avec un jargon politique incompréhensible» souhaite Jeanne, employée à la CGEE.

A ce propos, les dernières pages sur le Portugal ont été appréciées pour le bilan qu'elles tiraient de la situation politique, a priori très confuse, dans ce pays. En général, les pages internationales sont jugées très intéressantes. Il faudrait, de l'avis général, que le journal pro-

gresse encore pour :

- tracer un point de vue communiste sur l'actualité, tout en continuant à se dégager du journal à destination exclusive des militants convaincus, qu'il tienne compte des points de vue présents dans le peuple, en particulier, que les points de vue faux que nous rencontrons s'expriment pour mieux être combattus (en quoi ils sont faux ? Pourquoi ?).

- donner des armes pour développer nos analyses (des faits précis, quelques chiffres significatifs...) (ex. sur les pays révisionnistes). Le QdP peut-il s'appuyer sur le quotidien vécu par le peuple, que nous connaissons

partiellement, pour nous permettre une compréhension politique plus profonde de la réalité d'aujourd'hui.

- être aussi un instrument de travail dans nos entreprises pour des militants ouvriers assez isolés comme nous» souhaitent Antoine et Madeleine

- être enfin un instrument d'éducation (les pages d'histoire du mouvement ouvrier par exemple - très bien).

Le QdP doit vivre et progresser afin de devenir le quotidien de tous les travailleurs pour la révolution. Vive le socialisme ! M. A. R. J. P.

Réunion de lecteurs

GENNEVILLIERS

Vous qui habitez Gennevilliers, Asnières, Clichy, Argenteuil, Villeneuve...

Venez à la réunion des lecteurs du «Quotidien du Peuple». Apportez vos critiques, vos suggestions. Comment améliorer votre journal, pour qu'il devienne vraiment le Quotidien du Peuple ?

Rendez-vous Samedi 17 janvier à 15 heures - face au «Cadran Voltaire» - Place Voltaire, ASNIÈRES.

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS
envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

DANS NOTRE COURRIER

«en feuillettant Ouest - France»

Comme on se rend compte en feuillettant Ouest-France, qu'il faut développer la perspective de suppléments régionaux où la vie des masses ce n'est pas le concours de belotte, le défilé de majorette et la réception du secrétaire d'Etat dans une sous-préfecture, mais les salaires de misère, les petites usines qui ferment, les loyers hors de prix (ex. à Alençon l'office d'HLM loue 550 Frs des F2) et le désert culturel

conseils d'un lecteur

Suite à la grève qui a eu lieu dans les HLM du Triolo, pour les camarades qui envisagent de faire une grève des loyers, voilà ce qu'il faut faire :

Dès que la grève est décidée, il est nécessaire de verser les loyers sur un compte de Caisse d'Epargne, ouvert au nom de l'Association, ce qui permet l'avantage suivant : les sommes versées arrivent vite à être importantes, par exemple, pour les HLM du Triolo, ça a fait 800F au bout de 4 mois, c'est un avantage extrêmement grand parce que ça permet en particulier de payer toute l'agitation-propagande. Les avantages de ce virement de compte sont de différents ordres :

- une garantie de sérieux, puisqu'on délivre aux locataires, aux gens qui font la grève, un reçu
- une grande facilité pour contrôler le nombre exact des grévistes, puisque c'est l'association elle-même qui fait verser les loyers et que ça permet de contrôler chaque mois qui fait la grève et qui ne la fait pas.
- la certitude que la somme est effectivement conservée, c'est

«de grâce !»

Bravo pour le reportage sur le Sahara. Mais de grâce expliquez par une carte ! Celui qui comme moi n'a pas de notions géographiques étendues a du mal à comprendre, surtout que vous ne prenez pas la peine d'expliquer que Nowakchott est en Mauritanie, Tindouf en Algérie, etc... Si bien qu'on ne comprend pas du tout les opérations militaires, la situation des campements....

JP P. Berk

à dire élimination du risque de ne pas pouvoir payer à la fin de la grève comme ça c'est déjà produit dans d'autres grèves.

- l'assurance d'un contact direct avec chaque gréviste, obligatoirement puisqu'on collecte les loyers chaque mois.

- l'obligation qu'a l'Office de HLM ou si c'est les étudiants, le CROUS de reconnaître l'association parce que c'est elle seule qui a le droit de reverser les fonds, il y a trois personnes désignées par l'assemblée générale qui ont la signature du compte.

- quand on démarre la grève des loyers, ne pas oublier d'envoyer une lettre rédigée par l'association à l'Office, annonçant la grève et le virement des loyers sur un compte.

- ne pas oublier de demander à chaque gréviste d'envoyer individuellement une lettre, ronéotypée à l'avance de préférence en annonçant la grève et le blocage de l'argent et les motifs. Toutes ces lettres doivent être envoyées en recommandé avec accusé de réception.

la librairie arabe entièrement détruite par un attentat criminel

Dans la nuit du 12 au 13 janvier 1976, la Librairie Arabe a été, pour la 2^e fois, la cible des fascistes. Les cocktails molotov lancés à travers les vitrines ont dévasté complètement le magasin. Revendiqué par un groupe sioniste, il est évident que cet attentat vise à exercer la censure par la terreur sur tout ce qui a trait au monde arabe. Cette expédition n'est pas le fait de quelques racistes isolés, mais bel et bien inspirée et télécommandée par des organisations fascistes étroitement liées aux groupes sionistes de choc dont le sinistre palmarès en France bat tous les records.

Elle s'inscrit aussi dans les campagnes de chasse meurtrière aux travailleurs arabes immigrés en France, elle fait suite aux plasticages des librairies progressistes, de l'UNESCO, de l'exposition d'artisanat chilien, des locaux consulaires algériens en territoire français. Il est sûr que l'impunité dont ils jouissent et l'indifférence quasi générale leur autorise toutes les escalades. Ainsi, jusqu'à présent, aucune des enquêtes concernant la poursuite des criminels n'a

abouti. Les dossiers sont classés, la justice muette.

Il est une fois de plus évident que la sécurité et la vie des Arabes en France est sans cesse menacée. Et une fois de plus les pouvoirs publics sont mis face à leur responsabilité : ou laisser faire et cautionner ces agressions fascistes ou neutraliser enfin les organisations fascistes et leurs responsables, parfaitement connus des services de police.

communiqué

Journée «Rencontre sur le chômage»

dimanche 18 janvier à la Duchère à Lyon montage audio-visuel, forum, débat central, panneaux d'information, buffet, fanfare.

au centre social à partir de 14 heures entrée libre

soldats et syndicalistes inculpés :

LES AVOCATS OUVRENT LES DOSSIERS

o Publiquement, l'affaire a débuté par la déclaration de Chirac, annonçant que le gouvernement allait sévir contre ceux qui portent atteinte au moral de l'armée, contre ceux qui s'attaquent à l'armée de l'intérieur et de l'extérieur. Puis Lecanuet annonçait que des moyens juridiques importants allaient être utilisés à cet effet. Puis ce fut l'annonce des premières inculpations en Cour de Sûreté.

o Juridiquement, tout avait en fait commencé par une plainte de Bourges, ministre de la défense, adressée à son collègue Lecanuet, ministre de la justice. Cette plainte était rédigée dans une lettre « confidentielle » qui ne figurait pas au dossier remis aux défenseurs des inculpés. C'en était pourtant une pièce capitale. Le juge Gallut fut finalement obligé de leur remettre. Ils ont analysé son contenu.

LA LETTRE DE BOURGES : DU VIDE

On pourrait penser qu'il y avait là des arguments, un ministre ne porte pas plainte pour rien... La lettre se contente de faire un très rapide historique du mouvement des appelés, de citer les trois organisations de défense des appelés dont tout le monde

connaît l'existence, et, le grand mot est lâché, « parle » de « collusion » avec l'étranger. Cela suffit à M. Bourges pour subordonner une entreprise de démoralisation de l'armée, tombant sous le coup de l'article 84 du Code Pénal.

Des documents, regroupés en deux annexes sont joints. Il faut bien respecter les formes, même entre ministres ! Si ces documents sont la synthèse des multiples enquêtes de la sûreté militaire, une conclusion s'impose : soit il n'y a effectivement rien, soit les limiers de Bourges feraient mieux de retourner à l'école. Jugez-en plutôt :

- A propos de la « collusion » avec l'étranger, on y trouve la description de deux meetings de soutien aux appelés, à Lyon et à Clermont-Ferrand, au cours desquels se sont exprimés des militants portugais des SUV. Les fins limiers de la sûreté militaire sont d'ailleurs incapables de dire si ce sont effectivement des militaires portugais. Toujours est-il que ces militants se sont contentés de décrire le déroulement des événements dans leur pays, et le rôle que l'armée y a joué. Le document note aussi que des appelés français s'y sont exprimés. Voilà donc de quoi s'est

nourrie toute la campagne autour du « complot » avec multiples ramifications à l'étranger.

- A propos de l'existence d'un mouvement subversif, l'annexe 1 détaille la création et les actions (toutes publiques) des trois mouvements de défense déjà mentionnés, aboutissant, selon les analystes du ministère des armées, à la tentative de créer un syndicat officiellement reconnu. Et c'est là qu'est mentionnée l'aide matérielle que des sections syndicales ont apportées à certains comités de soldats.

Puis le ministre Bourges tente de justifier sa décision, reconnaissant qu'il n'existe aucune preuve déterminante d'un mouvement subversif, mais qu'une réflexion sur ces renseignements peut donner lieu à un « sentiment » de téléguidage. Bourges est certainement un très grand sentimental...

- En ce qui concerne la tentative de démoralisation, le texte recèle un humour dont n'ont certainement pas conscience ses auteurs : l'utilisation du terme « crevure » à propos des cadres étant éminemment subversif, on risque de retrouver en prison la plupart de ceux qui ont effectué leur service militaire... Autre preuve de

subversion : des journaux de soldats se sont permis d'exprimer leur dégoût des TPFA, cette juridiction militaire qui a déjà condamné tant de soldats coupables d'avoir refusé les brimades qu'on leur infligeait. Si ces messieurs savaient ce qui se dit dans les chambrées, ils y découvriraient certainement des milliers d'agents subversifs.

L'AVEU

C'est la conclusion de l'annexe 2 qui retient le plus l'attention : Bourges y reconnaît qu'aucune preuve ne vient étayer ses « sentiments », et que par conséquent, une information en Cour de Sûreté permettrait peut-être bien d'en trouver. Et l'argument de choc avancé est que cette juridiction d'exception dispose de moyens d'investigations et juridiques. On ne saurait mieux souligner le caractère odieux de cette Cour, et en même temps avouer un tel mépris de la loi bourgeoise. A ce propos, les avocats notent qu'une telle utilisation de cette juridiction d'exception « constitue un détournement de pouvoir judiciaire et une tentative de porter atteinte aux organisations démocratiques ».

DÉCLARATION FAITE AU JOURNAL OUEST FRANCE PAR LES PARENTS DE MICHEL OGER :

IL EST UN OTAGE, RIEN D'AUTRE.

« Bien avant de partir, Michel se révoltait quand l'homme n'était pas respecté, que ce soit en Espagne ou en URSS. Il n'a pas pu admettre les brimades contre les jeunes recrues. Il nous en parlait, mais ne nous avait rien dit de sa participation au Comité de soldats, pour ne pas nous inquiéter. Le 2 novembre, Mme Oger apprend que son fils est aux arrêts de rigueur pour soixante jours. Le 29 novembre, il est transporté à Fresnes. « Après bien des difficultés, nous avons réussi à le voir, le 2 décembre. Un gardien assiste à nos entretiens. Il a bon moral, et se sait coupable de rien. Il n'y a rien dans son dossier. Pourquoi le garde-t-on en prison ? Il est un otage, rien d'autre. L'injustice dont il est victime est impensable. On a l'impression de vivre un cauchemar, qu'on va se réveiller, que ce n'est pas vrai... » Michel Oger devait être libéré du service le 1er décembre, reprendre son emploi le 15 décembre.

BESANÇON : menaces contre la CFDT

Jeudi, lors d'une réunion de la CFDT, les militants CFDT bisonniers ont eu connaissance d'une lettre de Jussieu, toujours incarcéré, dans laquelle il indique avoir reçu une lettre de menaces. L'auteur anonyme bien sûr, précise qu'il souhaite six mois de dictature pour « éliminer toutes les poubelles de son genre », et que prochainement, l'UL-CFDT de Besançon serait plastiquée « pendant une réunion, pour qu'il y ait le plus de tués possible ».

Par ailleurs, un militant immigré de la CFDT a été convoqué hier par la police. Enfin, les militants de la CFDT Besançon comptent se rendre à Dôle, où le dirigeant confédéral Michel Roland doit se tenir une conférence. La direction CFDT n'ayant pas montré un grand enthousiasme à défendre les militants emprisonnés, la réunion risque d'être chaude.

Pourquoi Gallut garde dix militants en prison

Quel est le contenu des charges retenues contre les inculpés encore en prison, que le juge Gallut a refusé de mettre en liberté ? Voyons précisément ce qu'en rapportent les avocats :

- Concernant Jacques Stambouli, les charges retenues sont, pour l'essentiel, le fait de détenir chez lui des collections de journaux et de tracts. Par ailleurs, il lui est reproché un document manuscrit d'analyse sur la signification de la guerre révolutionnaire. Enfin, il est inculpé pour posséder des documents sur les événements du Portugal, en français et en portugais. Pour l'accusation, cette détention suffit à prouver que l'inculpé avait des liens avec les comités de soldats.

Ainsi, quiconque aujourd'hui possède des documents, livres, tracts, concernant l'armée, le Portugal ou la Révolution peut être inculpé comme lui.

- Pour Ali Touati, le reproche principal est qu'on a découvert à son domicile une ronéo et une machine à écrire qui sont présumées avoir été utilisées pour ronéoter un tract de soutien à un comité de soldat, qui remettait en cause le fonctionnement de l'armée.



- Gérard Jussieux, aux yeux du juge, est surtout coupable d'être le secrétaire de l'Union Locale CFDT de Besançon, qui a fourni son aide pour la création du syndicat d'appelés du 19^e régiment du génie. Il n'est retenu en effet aucune charge particulière contre lui, excepté d'être un dirigeant syndical. Il est clair qu'à travers son inculpation, il s'agit d'interdire aux syndicats de travailleurs d'avoir une position quelconque de critique vis-à-vis de l'armée bourgeoise, ou de soutenir les luttes des appelés.

- Claude Baudoin, pour sa part, a vu, selon l'inculpation, découvrir à son

domicile des écrits qualifiés d'antimilitaristes. La notion d'antimilitarisme est, on le sait, pour la bourgeoisie et, quiconque possède chez lui des documents révolutionnaires concernant l'armée, en France ou ailleurs, peut se trouver dans le cas de Baudoin.

- Bertrand Jullien, pour sa part, est membre de l'organisation « Information pour les droits des soldats », créée par le PSU. C'est son crime, ainsi que d'avoir chez lui la revue de cette organisation, qui défend la liberté d'organisation et d'expression des soldats, et qui appelle à la création de comités de

soldats.

- Michel Oger, selon les apparences, aurait eu une activité importante dans le comité de soldats de Caen. Le juge ne dispose d'aucune preuve. Excepté que la police dit l'avoir repéré dans une réunion publique au Mans ! Les RG prétendent l'avoir vu rentrer dans la salle. Quel délit ! Ce type de charge retenue contre lui est exactement semblable aux reproches qu'on fait aux militants ouest-allemands qu'on accuse d'avoir participé à des manifestations ou des meetings. Si l'on comprend bien le juge, il est interdit de participer aux meetings, débats, manifesta-

tions que l'on choisit.

- Quant à Maryvonne Marcoux, il lui est reproché d'avoir hébergé des militants anarchistes italiens et d'avoir reconnu elle-même être anarchiste. Il est donc interdit d'être anarchiste en France ! De plus, on a vu chez elle des documents qui auraient pu être diffusés ! Là encore, le motif invoqué ressemble étonnamment à la répression en cours en Allemagne de l'Ouest, contre les révolutionnaires et les communistes.

- Enfin Yann Houssin avait chez lui des documents sur l'armée dont l'accusation estime qu'ils auraient pu être diffusés dans le public. Quelle déraison que ce délit d'opinion potentiel ! En outre, il lui est reproché d'avoir appartenu, il y a plus d'un an, à un comité antimilitariste à Nîmes.

Enfin, deux autres détenus, Armand Creus et Gérard Léger, dont les charges n'ont pu être publiées par les avocats, se voient reprocher des faits analogues. Ces faits, pour l'ensemble des emprisonnés, ne diffèrent pas de ceux qu'on reproche aux inculpés qui ont été mis en liberté. Les détenus le sont donc à titre d'otages, et en vertu de la loi d'exception qui permet, pour les affai-

res en Cour de Sûreté de l'État, de garder en détention provisoire les inculpés selon le bon vouloir des juges, et du gouvernement.

Il apparaît donc, quand on connaît les charges réelles retenues contre les inculpés, et en particulier contre ceux qui sont emprisonnés, qu'il s'agit purement et simplement de délits d'opinion, dont certains sont même potentiels.

Ce qui est reproché aux militants choisis par le juge relève en effet de l'expression normale de la liberté. Ces inculpations ne sont, à l'évidence, fondées sur aucun « complot international ». Les faits relevés consistent simplement en manifestations de l'opinion des inculpés sur la question de l'armée, ce qui, en théorie, est libre en France. Ainsi, demain, par le précédent créé par la Cour de Sûreté, quiconque refuse l'armée aujourd'hui peut être traduit en justice. Et l'extension à d'autres domaines est largement possible : en regardant vers l'Allemagne, on voit que là-bas, il est désormais interdit de manifester une opinion révolutionnaire, contre l'État bourgeois, sous peine de se voir traqué. Avec Gallut, c'est ce qui se prépare en France.

luttres ouvrières

tanneries d'Annonay : «pour faire face à l'expansion...»

Depuis la reprise des anciennes Tanneries Françaises Réunies par la Société des Tanneries d'Annonay et la grève pour l'emploi (évoquée récemment aux «Dossiers de l'écran», voir QdP du 8/1/76), les actionnaires semblent s'être bien remis des «émotions» que leur avait causé la grève des ouvriers tanneurs : ils viennent de porter le capital de la société à 1 500 000 F. A la suite de cet accroissement de capitaux, la part des actionnaires détenteurs de petits paquets d'action tombe à 18 %, au profit de groupes tels LE TANNEUR DU BUGEY ou la S.A.L. (ex Métal), appuyés par la participation du groupement des BANQUES POPULAIRES des départements du Sud-Est...

Tout ça pour «faire face à une expansion, prévisible pour les mois à venir» ! Deux cent tanneurs, licenciés, ont été embauchés dans des entreprises de la région (Saviem, Bacou...), et seuls 135 ouvriers travaillent réellement aujourd'hui aux TANNERIES D'ANNONAY, aussi beaucoup se demandent que signifie l'annonce de l'embauche de 40 nouveaux travailleurs «pour assumer l'évolution de la conjoncture en expansion, d'ici deux mois» et sa réalité ?

le secrétariat aux PTT inauguré par la répression

A Cannes, les postiers étaient en grève mercredi pour le paiement des heures supplémentaires dues au trafic postal accru de fin d'année et contre des sanctions prises par la direction départementale à l'égard de deux militants CGT (pour «avoir donné un compte-rendu public d'une entrevue avec le receveur»).

Ceci intervenant après les sanctions prises à Austerlitz, Brune... aux licenciements d'auxiliaires à Tolbiac... aux réquisitions exigées à Paris-Chèque.

De Lelong à Achille Fould puis à Norbert Ségard, les secrétaires d'Etat se suivent et leurs mesures répressives se ressemblent !

Dans la foulée de la sinistre «Circulaire Chirac» contre l'expression politique et syndicale dans la Fonction Publique, ce monsieur Ségard vient de retirer de ses cartons, des dispositions de la loi de 1963 «réglementant le droit de grève dans le secteur public, pour l'opposer à un mouvement catégoriel d'inspecteurs des PTT (enseignants à l'Institut National des Cadres Techniques). Et ce n'est pas parce que les révisionnistes s'en indignent bien plus que du démantèlement des centres de tris parisiens, ou du salaire des préposés, qu'il faut laisser passer cette première remise en cause de l'année du droit de grève aux PTT !

les ouvriers du service électrique SNCF manifestent !



Hier, devant la gare Saint-Lazare se rassemblaient de nombreux manifestants des sections du SES-SNCF, de toute la France. A l'appel des Fédérations CGT et CFDT des Cheminots, ils venaient réclamer à la direction de l'Équipement :

- des effectifs, des postes supplémentaires avec un «déroutement de carrière» plus important (accès plus facile à la maîtrise / plus de postes d'agents qualifiés à l'échelle 3)...

Sous-payés, délaissés, victimes de sévères compressions d'effectifs, astreints à des amplitudes de travail exténuantes (lorsqu'il faut couvrir à 1 ou 2 des kilomètres de sections de lignes pour assurer la sécurité par l'entretien et le renouvellement des installations et appareils de voies) ; autant de raisons de secouer le joug de l'Etat

patron, d'exiger des comptes !

Mais la «perspective» ouverte par cette journée est bien mince, encore une fois ! Protester bien fort, par une manifestation nationale, participer le 27 janvier prochain à la journée d'action de tous les services de la Division de l'Équipement, avec (peut-être ?) un mot d'ordre de grève... séparé du mécontentement des autres services, coupé de toute tactique cohérente face aux négociations salariales : les cheminots ne peuvent se satisfaire de cela ! Déjà, les promesses fédérales de «lancer une action d'envergure au moment des contrats 76» s'évanouissent à l'épreuve des faits et la récente réunion du Bureau Fédéral CFDT s'est bouclée sans proposition de mobilisation : il est pourtant largement temps de réagir.

Stéphane RAYNAL

CHÔMAGE PARTIEL : LES PATRONS S'EN LAVENT LES MAINS

Le patronat remet en cause les accords du 23 juin sur l'indemnisation du chômage partiel. Pourtant ces accords lui sont plus que favorables : l'Etat rembourse une partie de ces indemnités : 2,50 F de l'heure pour les 80 premières heures, 3,50 F de 80 à 160 heures, et 4,50 F au dessus. De plus, l'Etat rembourse actuellement aux patrons 90 % de l'indemnisation de 60 000 chômeurs partiels. (Une partie non-négligeable des sommes débloquées par le dernier plan de «soutien à la rentrée» est en fait utilisée ainsi, par exemple à Sovirel).

Avec l'augmentation énorme du nombre de chômeurs partiels (255 400 en septembre, 373 700 en octobre et 382 800 en novembre), le montant des indemnités leur paraît insoutenable. D'autre part, le gouvernement fait repartir le compteur à zéro, début 76, pour le nombre d'heures prises en compte par lui. Les patrons espéraient peut-être faire du bénéfice net sur ces remboursements ?

Nous exigeons le maintien du salaire intégral, et la suppression du chômage partiel. C'est par la lutte que nous l'obtiendrons comme les travailleurs des Transports de la SOLLAC qui ont obtenu la suppression du chômage partiel prévu.

MC

«DE SAVOIR QU'IL Y AVAIT D'AUTRES FOYERS EN GRÈVE, ÇA NOUS A DONNÉ PLUS CONFIANCE ENCORE !»

(Interviews de plusieurs délégués du Comité de Grève des loyers du foyer SEMCODA d'Oyonnax).

QUOTIDIEN DU PEUPLE : Comment s'est déclenché la grève ?

- D'abord, il y a eu l'augmentation des loyers, le mécontentement était grand. Puis nous avons vu



ce qui n'allait pas : les réchauds à gaz, les douches, les abords, les couvertures qui n'avaient pas été changées depuis près de trois ans ! Mais surtout le loyer qui passait de 180F à 247F ! Comme on l'a dit à un représentant du patron : «Tu pourrais vivre avec une paie comme ça ? Nous on ne peut pas payer plus

cher ! ». Le responsable du foyer nous a dit : «Alors on fermait le foyer». On lui a répondu «Et bien ferme-le et ce soir !» La foyer est toujours bien ouvert...

QDP : Est-ce que tu savais que d'autres foyers étaient en grève ?

- Non, je ne l'ai su qu'après, c'est un cama-

rade qui nous l'a dit, en nous montrant les articles du Quotidien du Peuple. Cela nous a donné plus confiance encore...

QDP : Tu parlais tout à l'heure, de bas salaires. Les résidents travaillent pour la plupart dans les usines de plastiques de la région. N'y a-t-il pas une

lutte à mener sur ce terrain ?

En même temps que l'on fait cette grève on se rend compte qu'il faut lutter aussi contre les patrons. Il faudra s'unir avec les travailleurs des usines et les syndicats pour obtenir satisfaction. Mais déjà sur nos revendications, la direction du foyer a commencé à céder : les douches, les couvertures, les abords (l'ingénieur parlait même de tonnes de gravier, de pelouse...). Mais sur le loyer, ils ne veulent pas céder pour l'instant. Alors que nous, c'est la revendication principale !

QDP : Les liens entre les différentes nationalités (Turcs, Yougoslaves, Marocains, etc...) ont-ils changé durant la grève ?

- C'est la grande solidarité, on est tous comme des frères maintenant ! Et ceux qui n'ont pas marché avec nous, ils ont honte, mais ils viennent quand même aux Assemblées Générales et nous discutons avec eux. On tiendra jusqu'au bout !

Recueilli par correspondant. Oyonnax

SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS DE WILLOT-ST FRÈRES :

«nous devons nous battre pour garder nos droits»

En septembre dernier, les ouvriers des usines Saint-Frères (usine du trust des frères Willot) déposent la revendication du 13^e mois pour la fin de l'année. Ils exigent 1 900 F de prime. Comme dans tout le textile, il y a eu d'importantes réductions d'horaires. Mais malgré le chantage à la crise organisé autour de cette menace de chômage, la combativité est grande, dans toute la vallée de Flixecourt, non loin d'Amiens. C'est une région dure, et les ouvriers de Saint-Frères avaient déjà séquestré les frères Willot eux-mêmes, «inaugurant», si l'on peut dire, cette forme de lutte, il y a quelques années ! C'est pourquoi, quand le patron propose, au cours de la première négociation avec les syndicats CGT, CFDT

et FO, «une prime de fin d'année de 150 F, basée sur l'assiduité», c'est un refus unanime de ces syndicats, tandis que la CGC menace de grève si la prime n'est pas hiérarchisée. Au bout de trois réunions, les représentants CGT, CFDT et des syndiqués FO (sans leur représentant syndical) refusent de nouvelles propositions et décident de passer à l'action, par des débrayages successifs par équipes...

La direction ne s'inquiète pas trop, pensant qu'avec les fêtes, le conflit pourrait tout seul. Mais elle se trompe lourdement : le conflit se durcit dès la rentrée et au début janvier, vu que la direction se faisait attendre, les ouvriers montent dans les

bureaux où ils séquestrent un cadre. Rapidement, un commando patronal les agresse et libère ce personnage. C'est alors que les ouvriers décident d'occuper le château, des cadres sont à nouveau séquestrés ; un huissier et un inspecteur du travail s'en vont...

Peu de temps après, les flics interviennent avec une violence extrême, envahissent le château, tirent des grenades, matraquent tout ce qui bouge, piétinent les femmes. Les cadres sont libérés. Avant de partir, les flics lancent un nouveau tir de grenades sur les ouvriers encerclés, blessant un camarade à la tête...

Comme le disent les camarades CGT et CFDT de la CEMA d'Amiens, appor-

tant leur soutien à la lutte de Saint-Frères : «maintenant, c'est net, aux revendications des travailleurs, les patrons répondent par des coups de matraque. Après les inculpations de militants syndicaux, les perquisitions chez les militants et dans les locaux syndicaux, on lance les flics sur les grévistes. Le droit de s'organiser en syndicat, le droit de grève sont menacés. Des ouvriers sont morts pour les obtenir, nous devons nous battre pour les garder. Solidarité avec nos camarades de chez Saint-Frères !

Ne Laissons pas menacer les libertés démocratiques ! Exigeons la libération de tous les emprisonnés syndicaux !

correspondance Amiens

Thomson - Thonon : contre la disparité des salaires !

«Depuis le 12 janvier la Thomson est en grève. Les organisations syndicales CGT et CFDT soutenues par une grande partie du personnel ouvrier revendique : l'amélioration du pouvoir d'achat, la suppression de la disparité des salaires. Ces deux mesures devant se traduire par une augmentation de 300 F pour les OS, 250 F pour les professionnels et 200 F pour la maîtrise et les techniciens ! Le personnel revendique également pour l'étalement des vacances, l'amélioration de la prime de transport, etc... Pourquoi ? Les prix ne cessent d'augmenter et sachez qu'un OS ne gagne que 1691,68 F maximum. Un P1 ne gagne que 1918,62 F maximum, P2 ne gagne que 2205,45 F maximum, P3 2483,77 F maximum. Ces salaires sont net ! De plus, Thomson est implanté dans plusieurs coins de France, aucun ne gagne le même salaire : il y a injustice. Nous vous demandons sinon une aide matérielle, une aide morale et une large compréhension...»

Communiqué CGT et CFDT, Thonon, le 16 janvier 76

Rivière Casalis en grève

En début de semaine, sous le prétexte de calculer le prix de revient d'une machine en cours de fabrication, les «Chronomètres» sont descendus sur la chaîne de montage. Leur but était en fait de faire appliquer une nouvelle accélération des cadences, environ 12%. Les travailleurs ont refusé de se laisser faire. Pour éviter qu'on les chronomètre en cachette ils ont... confisqué le matériel des «chronos».

C'est la mise à pied pour 3 jours d'un délégué syndical à l'issue de cette lutte qui a déclenché la colère de l'ensemble des travailleurs de

l'usine qui ont aussitôt débrayé en exigeant la levée des sanctions alors que la direction fait planer la menace de licenciements de ce délégué. Cette lutte n'est que la conséquence de la situation à «Rivière» depuis un an : baisse d'horaire hebdomadaire, (- 9% du salaire mensuel)

- 8 jours de chômage technique,
- procès contre les sections syndicales CGT et CFDT à cause d'une affiche sur le Chili,
- augmentation continue des cadences.

Correspondant Orléans

BRETAGNE LOUDEAC

«ne viens pas en Bretagne, Chirac, il y a plein de chômeurs», crie un ouvrier

SUITE DE LA UNE

A 11 h, dans la cour de la petite usine, «l'usine modèle en question» débraye. 800 travailleurs en blouse, en bottes, sortent dans la cour. Les problèmes, Chirac va les connaître. Sur la banderole que l'on déploie, on lit : «La Bretagne vivra, libérez nos camarades !» et on se met en place, les discussions sont nombreuses. Elles dénoncent à tour de rôle devant nous le discours bidon de Chirac sur la régionalisation et parle de la réalité. «La venue de Chirac, c'est une honte pour les Bretons, c'est une provocation envers la classe ouvrière !» Chirac vient paraît-il parler de réforme mais la réalité, c'est la répression, le chômage, les bas salaires. Par exemple, dans l'usine, pour casser les luttes, on réprime, on essaye de virer les délégués. Les bas salaires 1 340 F à l'embauche. Chez Olida, on a compris que la

lutte contre les atteintes aux libertés démocratiques étaient importante. Une banderole indique : «Libérez nos camarades !», ce mot d'ordre juste avant que Chirac n'arrive, sera repris très fortement. A 11 h 15, l'hélicoptère de Chirac atterrit ; les mots d'ordre se font puissants, les 800 ouvrières, banderole en tête, s'approchent de la porte d'entrée. Chirac arrive, descend, méprisant ; les ouvrières le suivent alors en scandant : «Halte au chômage», «Libérez nos camarades», «Chirac croyait venir ici tranquille, c'est la surprise, nous dit un travailleur. Le fils de service essaie de calmer les ouvrières, mais ça ne marche pas. Chirac entre à l'intérieur de l'usine, ce sont des sifflements. «Ne viens pas en Bretagne, Chirac, il y a plein de chômeurs», crie un ouvrier. Chirac ressort et se dirige vers l'usine pour la visite. Très vite, le mot d'ordre sera lancé : «on visite avec lui». La

manifestation se poursuit dans l'usine, la colère est grande. «Qu'est-ce qu'il vient faire ici Chirac ? Il ne va sûrement pas nous donner du travail», «Le plan de relance, pour nous, pour la Bretagne, c'est 5 % de moins pour le salaire par rapport à l'indice officiel». On dénonce encore une fois le libéralisme policier de Giscard : la justice bourgeoise est dénoncée : «les patrons restent 48 h en prison, un

ouvrier 15 mois». On passe dans d'autres ateliers. Chirac, au bout d'une heure, ressort, on décide de manifester ou Chirac va manger. Chirac voulait toucher du doigt la réalité du problème breton, eh bien, il l'a touchée. Cette première manifestation montre bien l'accueil qui va lui être fait. Chômage, licenciements, exode, bas salaires, voilà les problèmes.

Richard FEUILLET

QUIMPER

Hier soir, Chirac qui n'était venu à Quimper que pour inaugurer la nouvelle chambre de commerce qui est à trois kilomètres à la sortie de la ville, n'a pas subi d'aussi près, comme le matin chez Olida à Loudéac, les voix des manifestants.

C'est plusieurs milliers de manifestants qui se sont rassemblés pour «l'accueil». Déjà, en fin d'après-midi, plusieurs petites manifestations ont sillonné les rues, bloqué les carrefours avant de converger vers le point de rassemblement. C'était les marins-pêcheurs qui étaient là pour défendre leur salaire en demandant la baisse du gaz-oil et l'arrêt des importations. La grève de 24 h a été très largement suivie par les pêcheurs côtiers. A Concarneau 14 bateaux qui devaient partir pour plusieurs jours sont restés au port. Étaient là aussi

les travailleurs de Jaouen de Combrit qui luttent depuis plusieurs mois contre la fermeture de l'usine, ceux de Rhône-Bretagne de Pont-Aven et de Donval de Rosporden, eux aussi maintenant dans la lutte contre la fermeture de leurs usines.

Tous les manifestants se dressaient contre le chômage qui touche tout particulièrement le Finistère et contre la répression qui s'exerce contre les syndicalistes et les ouvriers combattifs.

Un cortège, formé notamment par les Comités bretons anti-répression, le FASAB, manifestait contre une Bretagne «réserve touristique», «réserve de chômeurs», pour la libération des prisonniers politiques et contre les projets d'implantation de centrale nucléaire et de camp militaire (à Ty-Vougeret).

voir nos reportages p.6 et 7



condamnation de Bruno : LES ÉDUCATEURS MANIFESTENT CONTRE LE VERDICT DE LA COUR DE CASSATION

Les éducateurs ne demanderont pas au Président de la République la grâce de Bruno. Pourtant, «on» a reçu une gifle, comme me dit un élève-éducateur. Ils s'attendaient, pour la plupart, à ce que la condamnation à mort soit cassée. La cour de cassation est censée juger uni-

peines de détention ne soient plus infligées à des mineurs. Ils ont tenu à réagir dans les délais les plus brefs, dans la matinée, un tract et des banderoles étaient confectionnés, et les éducateurs prévenus. Ils ont manifesté silencieusement devant la chancellerie, place Vendôme.



quement sur les vices de forme, elle s'abrite derrière cet argument pour justifier la non-cassation. En fait, c'est bien sur le fond qu'elle a tranché, des vices de formes, il y en avait (absence de signatures du président et du greffier au bas de la page 2 du procès-verbal des débats). Le jugement de Goldmann par exemple a été cassé pour moins que cela.

Non, c'est bien sur des questions de fond que les juges de la cour de cassation ont confirmé le verdict de mort. Ils ne laissent ainsi comme seule issue que la demande de la grâce présidentielle par l'avocat de Bruno. Cette grâce, il est pratiquement certain que Giscard l'accordera, avec tout le battage habituel, pour faire croire à son libéralisme.

Les éducateurs ont refusé de s'engager dans le processus de la demande de grâce qui n'est que des manipulations du gouvernement. par contre, à l'appel du SNP (Syndicat National des Personnels de l'Éducation Surveillée), ils ont manifesté leur indignation et leur volonté d'obtenir la suppression de la peine de mort et demandé que des

Cette manifestation, limitée dans le nombre en raison de la rapidité de la mobilisation, et du fait que de nombreux éducateurs ne pouvaient pas venir parce qu'ils étaient de permanence, n'est qu'un premier pas dans la protestation, d'autres mouvements vont se développer dans les jours qui viennent.

Les éducateurs sont conscients qu'il faut resituer la condamnation de Bruno dans une campagne d'ensemble développée par le gouvernement sur «la montée de l'insécurité». En prétextant l'insécurité, le gouvernement prépare l'utilisation de l'arsenal répressif mis en place contre les délinquants contre les militants des organisations syndicales ou politiques. La condamnation à mort de Bruno, en plus de son caractère scandaleux de vengeance criminelle à froid, doit être dénoncée parce qu'elle vise à préparer l'opinion à d'autres condamnations sévères contre des militants. C'est pourquoi nous devons protester contre ces verdicts qui substituent la vengeance à la réhabilitation.

S. LIVET

La justice du roi au secours d'Amaury

Les tribunaux belges ressemblent exactement aux français, la seule différence c'est le procureur, «de la République» en France, «du roi» en Belgique. Différence d'appellation seulement car c'est toujours bien le même rôle d'oppression des masses, des travailleurs qui luttent.

A l'audience de vendredi, il s'agit pour le tribunal de «juger» les syndicalistes de la CSC (Confédération Syndicale Chrétienne) qui s'était mobilisés pour empêcher la sortie du

venus, en leur nom propre pour la plupart d'entre eux... La FFTL n'a rien fait pour mobiliser les travailleurs français du livre à cette occasion. Deux syndicalistes français sont cités comme témoins par la défense, l'un de la CFDT est mandaté par sa Fédération. Il vient dire que c'est à la demande des organisations françaises et particulièrement de la CFDT que les militants belges ont mené cette action exemplaire de solidarité. L'autre fait une entrée remarquée, c'est un gars de

A Evry aussi...

Tandis que se déroulait le procès des militants du Livre en Belgique, le Tribunal des Référés d'Evry pratiquait la «justice» patronale : prenant prétexte du retrait du «médiateur» désigné pour cette affaire, les juges ont décidé d'ordonner l'évacuation de Hélio-Cachan de Chilly Mazarin (occupée depuis le 2 juillet). Les travailleurs de l'imprimerie, continuent leur lutte contre le démantèlement de l'entreprise (et les licenciements qui sont à la clef !).

Aussitôt les syndicalistes belges du livre se mobilisent et en accord avec les syndicats français décident : «Non, le Parisien ne

sera pas imprimé ici, nous ne serons pas des briseurs de grève !» Deux interventions à 48 h d'intervalle à l'imprimerie Havaux stopperont définitivement le projet d'Amaury. Lors de la deuxième, dans la nuit du 30 au 31 mai, les travailleurs belges du livre montrent leur détermination : l'imprimerie est envahie, les jaunes balayés, les rotatives arrêtées, les journaux imprimés disper-

sés aux quatre vents. Aussitôt, la BSR (l'équivalent des CRS) intervient, embarque des militants, interroge pendant des heures. Tout au long de l'audience d'aujourd'hui (la quatrième et sûrement pas la dernière) le président essaye de faire pression sur les témoins. A l'un d'entre eux qui dénonce les brutalités de la police, il coupe la parole, prétend que «cela n'a rien à voir avec l'affaire !» Il tente constamment de placer les choses sur le terrain du droit commun, c'est-à-dire de juger les militants comme de vulgaires malfaiteurs.

A l'interruption d'audience de midi, la colère était grande dans la salle. Les travailleurs présents étaient pour la plupart d'entre eux écœurés de cette «justice» mais déterminés à aller jusqu'au bout pour soutenir leurs camarades ! C'est ce que disait une ouvrière : «Ils veulent condamner, briser nos nouvelles formes d'action, mais nous n'allons pas les laisser faire. Notre réponse ce sera l'intensification de la lutte».

Gérard PRIVAT



«Parisien Libéré», projetée par Amaury pour casser la lutte des travailleurs parisiens.

A l'ouverture de l'audience, à 9 h, lorsque le tribunal entre avec son carnaval habituel, la petite salle du palais de justice de Nivelles dans le Brabant est archi-comble, pleine de travailleurs, de syndicalistes venus soutenir leurs camarades. De France, quelques uns sont

la CGT du Parisien Libéré. Tous deux mettent Amaury en accusation. Pendant un long moment, ce sont les prévenus qui accusent, soutenus par la salle et malgré tous les efforts du tribunal. Le «cas» est clair :

En mai 75, les travailleurs du Parisien occupent. Amaury veut en finir et décide pour plus de sûreté, de faire imprimer son torchon en Belgique,

sera pas imprimé ici, nous ne serons pas des briseurs de grève !» Deux interventions à 48 h d'intervalle à l'imprimerie Havaux stopperont définitivement le projet d'Amaury. Lors de la deuxième, dans la nuit du 30 au 31 mai, les travailleurs belges du livre montrent leur détermination : l'imprimerie est envahie, les jaunes balayés, les rotatives arrêtées, les journaux imprimés disper-

QUI EST RESPONSABLE DE L'ABSENTEISME ?

La presse bourgeoise fait un grand tapage autour de l'absentéisme : « trop d'arrêts !, des médecins trop couplants ! » clament patrons et contremaîtres. Les torchons fascistes dénoncent « Les combinards qui vivent sur le dos de Sécurité Sociale ». Faute de pouvoir faire avaler aux travailleurs leur salade : travailleurs en arrêt = resquilleurs, la bourgeoisie propose la collaboration de classe aux masses populaires sur le thème : « Reconnaissez qu'il y en a tout de même qui abusent ! ».

Ce faisant, elle tente de faire oublier que le véritable parasite qui vit sur le dos de la classe ouvrière, c'est bien elle, qui exploite cruellement les travailleurs !

SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Plus d'un million d'accidents du travail par an, 100.000 invalides graves, 4300 morts du travail chaque année, ce sont les conséquences connues des mauvaises conditions de travail, des cadences. Un grand nombre de maladies comme l'hypertension artérielle, l'artériosclérose, les rhumatismes, de nombreux cancers et troubles nerveux, les bronchites chroniques sont dues à l'organisation capitaliste du travail. Rien d'étonnant que sur l'ensemble des arrêts de travail ce soient les arrêts maladies qui ont le plus augmenté.

L'enquête réalisée par le Ministère du Travail (fin 1975) dans 24.000 entreprises constate un absentéisme de 7,6 % pour les ouvriers et de 3,4 % pour les employés. L'absentéisme est plus important dans les grandes usi-

nes où se conjuguent cadences élevées et encadrement répressif que dans les plus petites. Les femmes ont un taux d'absentéisme double exactement de celui des hommes : c'est en effet, en général, la femme qui garde l'enfant malade et s'occupe des tâches ménagères d'où surcroît de fatigue.



Sur 1000 salariés, six sont absents à cause d'un accident du travail, 40 sont en maladie, 4 en congé maternité, 3 pour d'autres causes, 5 sans motif. France-Soir titrait récemment : « L'absentéisme a doublé en 20 ans ! ». Mais il omettait de parler de l'intensification du travail pendant la même période, de l'introduction de nouveaux produits toxiques dans l'industrie, de la multiplication des chefs, contremaîtres et porlions pour forcer la production et rendre le climat extrêmement malsain dans les usines.

LE REPOS : UN DROIT QU'IL FAUT DÉFENDRE

Il est habituel d'entendre les chefs dire « Untel est en arrêt-maladie. Croyez-vous qu'il est malade ? Non, il arrange son jardin ! ou bien il refait ses peintures ! ».

Pour la bourgeoisie tant qu'on ne s'évanouit pas, on ne saigne pas ou on ne vomit pas, on n'est pas malade ! L'usure lente, le surmenage elle les ignore. Il est pourtant nécessaire que les travailleurs s'arrêtent quand ils sentent « que cela ne va pas ». S'ils continuaient le travail un jour ou deux de plus la fatigue devien-



draît maladie, la grippe bronchite, le lumbago une sciaticité. De même une convalescence écourtée entraîne inévitablement la rechute. De plus chaque travailleur connaît ses limites individuelles à ne pas franchir. Il reste qu'un grand nombre d'ouvriers pour ne pas perdre la prime de présence ou une partie de leur salaire n'osent pas s'absenter et aggravent leur état. L'espérance moyenne de vie d'un OS est estimée à 59/62 ans par l'INSEE, celle d'un intellectuel à 72/74 ans. Comme on le voit les patrons ont le culot de reprocher d'abuser des arrêts à la classe ouvrière qui paye de santé la note de l'exploitation !

L'ARRÊT DE TRAVAIL, FORME DE GREVE LARVÉE

Le recours à l'arrêt de travail constitue souvent

une forme de résistance larvée à l'exploitation. L'impossibilité de recourir à la grève en l'absence d'action syndicale ou de mobilisation à l'usine, la volonté de « marquer le coup » face à une maîtrise plus que pénible conduisent aussi à l'arrêt maladie.

En ce sens, l'absence de perspectives de lutte d'ensemble, due à la main-mise des réformistes et révisionnistes sur les syndicats force souvent le travailleur à rechercher la solution individuelle, mais nécessaire.

Mais dans de nombreuses entreprises les travailleurs et se sont organisés pour s'arrêter à tour de rôle. C'est une des formes d'action choisies par les infirmières de l'hôpital Ambroise Paré (Paris) pour lutter contre la pénurie d'effectif. Pour obtenir le « pont » des fêtes de fin d'année qui leur était dues, les ouvrières de Bourgogne Electronique à Dijon ont eu recours massivement à cette forme d'action. Devant la multiplication de ces actes, la bourgeoisie se retourne contre les médecins de quartier qu'elle accuse de « distribuer les arrêts de travail comme des tracts ».

Si l'arrêt de travail individuel en guise de protestation n'est pas, du point de vue de la lutte, entièrement satisfaisant il n'en est pas moins un témoignage vivant de plus du refus de la classe ouvrière de se voir reprendre les libertés acquises par sa lutte, de sa volonté de les étendre.

Pierre Pujol.

Europe de l'Est «les parasites»

Les dirigeants capitalistes de Pologne rejettent la responsabilité du malaise économique sur « le manque de discipline et l'absentéisme des travailleurs ». En effet, d'après les statistiques polonaises 800.000 travailleurs (7 % des salariés du secteur nationalisé) ne se présentent pas, quotidiennement à leur travail. Ces absences atteignent régulièrement 15 % pendant l'hiver ; ce qui veut dire qu'un ouvrier sur sept est absent. Le parlement polonais a voté le 23 octobre dernier une loi anti-absentéisme prévoyant des retenues pouvant aller jusqu'à 25 % du salaire annuel pour absence, grève ect... La loi met fin également, dans certains cas, au paiement intégral du salaire en cas de congé maladie ce qui ne manquera pas de développer la lutte de classes dans ce pays.

SECUREX les médecins flics des patrons

En 1970 les travailleurs dépendant de l'Union Industrielle Métallurgique et Minière (U.I.M.M.) arrachaient la mensualisation, fruit des luttes qu'ils avaient menées depuis 1968. Ces accords permettent aux ouvriers de bénéficier des mêmes avantages que les employés et cadres : en cas d'arrêt maladie, l'employeur est désormais obligé de verser à ses salariés le complément des indemnités journalières de Sécurité Sociale. Ainsi la rémunération entière est conservée en cas d'arrêt maladie alors qu'avant les accords, les ouvriers pouvaient difficilement s'arrêter : ils ne touchaient que la moitié de leur salaire, environ, versé par la Sécurité Sociale. A la réserve près qu'il faut en général un an d'ancienneté pour bénéficier de la mensualisation.

Le médecin-flic remplit 2 imprimés — un remis au salarié (avec double pour SECUREX) qui précise la date à laquelle celui-ci ne sera plus inapte au travail. — Un rapport pour la société de recrutement qui répond au questionnaire suivant :

« L'absence pour cause de maladie est-elle justifiée ? Quelle est la durée de l'incapacité fixée par le médecin traitant ? Date de reprise fixée.

En cas « d'abus » le patron « prie » le travailleur (car il ne peut, aux termes de la loi, l'obliger) de reprendre son poste, faute de quoi, le complément patronal du salarié ne lui sera plus versé, parfois même le travailleur est menacé de licenciement pour faute grave.

LA MISE EN PLACE DES CONTRE-VISITES

En contrepartie, les patrons glissaient dans le texte des accords un article 7 qui prévoyait la possibilité de « contrevisites, s'il y a lieu... ». L'ensemble du texte fut signé par les syndicats. Trois ans plus tard en 1973 les patrons réalisaient un vieux rêve, celui d'organiser leur contrôle direct sur les arrêts maladie, ceci pour intimider les ouvriers et limiter l'absentéisme.

QUELLE AVENIR POUR SECUREX ?

Les systèmes type Secu-rex, SOFRAP, Centre de Prévoyance de Lille se sont rapidement étendus. Ils débordent, à l'heure actuelle, largement les frontières du département du Nord, atteignant toutes les grandes zones industrielles françaises : le Nord, l'Est, la Région Parisienne, la région Rhône-Alpes, particulièrement dans la métallurgie et la chimie.

Devant les protestations des travailleurs, des syndicalistes, des médecins progressistes le Conseil National de l'Ordre des Médecins a modifié son point de vue — en apparence : « Ce type de contrôle ne devrait être accompli que par des médecins en contrat direct avec les chambres syndicales patronales et non par l'intermédiaire d'officines commerciales spécialisées » (18.09.75).

Ce qui veut dire en clair : « Supprimons l'aspect le plus voyant de l'affaire et poursuivons le contrôle patronal ! » en tentant pour le même prix de redorer son blason en bien mauvais état depuis le Manifeste des 600 médecins contre l'Ordre (février 75). Aussi il ne faut pas compter sur la fin des contrôles patronaux, spontanément. Seule la lutte en aura raison.

Dans des sociétés comme SECURL, dont la raison sociale est « Secrétariat social, Service d'organisation de publicité et de services médico-sociaux » se mettent à naître, engagent des médecins contrôleurs et louent leurs services aux patrons.

Ces médecins sont grassement payés (100.000 F. par an plus la voiture et les frais de déplacement) pour se rendre, sans prévenir au domicile des travailleurs malades, signalés par la direction de l'usine. Ils les examinent, vérifient « la réalité de la maladie », la durée de l'arrêt et font un rapport à l'employeur.

travailleurs et police médicale face à face

A ce jour de nombreux ouvriers ont refusé les contrôles Securex ou refusé de reprendre le travail. Plusieurs conflits ont opposé patrons et ouvriers avec pour tous une phase juridique complexe. Ces procès se sont terminés tantôt à l'avantage des patrons comme à Stein-Industrie (Roubaix), tantôt à l'avantage des travailleurs comme à Maubeuge en 74. La Cour d'Appel d'Orléans a statué sur un licenciement en cas de refus du travailleur malade de se soumettre au contrôle. « Les juges ont considéré que le refus du salarié de se prêter à une contrevisite par un médecin commis par son employeur n'avait pas constitué de sa part une faute susceptible d'être retenue comme cause de résolution du contrat alors qu'il a accepté de se soumettre à l'examen du

médecin de la Sécurité Sociale... ».

Mais le dénouement de cette bataille juridique est conditionné par les luttes des travailleurs. A Wallaut, entreprise textile du Nord de la France, une grève de 24 heures en 1973, suivie à 90% des 800 salariés a empêché le patron de passer contrat avec Securex. A la raffinerie de sucre Beghin, à la SNR à Annecy, des actions du même type ont fait reculer les patrons. Dans la confection, suite aux luttes menées par les travailleurs, la convention collective a été modifiée et indique clairement que les contrôles médicaux ne sont assurés que par la Sécurité Sociale.

Depuis juillet 1975, les ouvriers de Caterpillar (grenoble) ont engagé l'action



Les cadences infernales...

pour soutenir deux de leurs camarades qui ont vu leurs indemnités complémentaires supprimées pour avoir refusé le contrôle Securex. A l'occasion du débat devant les Prud'hommes l'avocat de la CGT a dévoilé la véritable position de la direction de cette centrale en faisant

tourner le débat autour de « Comment contrôler les ouvriers en arrêt maladie » en proposant notamment le système des P et T c'est-à-dire une formule acceptable par les patrons et que la CGT espère faire admettre aux ouvriers.

NON, MONSIEUR MARCHAIS LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT N'EST PAS PÉRIMÉE !

En reniant la notion de «Dictature du Prolétariat», la direction du P«C»F a mis en accord, pour une fois, ses paroles et ses actes : cela faisait bien longtemps qu'il ne s'agissait plus que d'une référence purement formelle, ne visant même plus à masquer le cours d'une politique franchement réformiste et bourgeoise. Néanmoins - ce qui ne sera pas sans conséquence y compris à l'intérieur de ses rangs - le P«C»F consacre ainsi officiellement sa rupture avec ce qui est le cœur même de la théorie marxiste-léniniste de la Révolution, ce qui constitue, selon le mot de Lénine, «la pierre de touche» d'une compréhension effective du marxisme-léninisme.

En quoi, d'après le P«C»F, la «Dictature du Prolétariat» est-elle périmée :

- Parce qu'elle a un sens «insupportable».
- Parce qu'elle est contraire à la «voie démocratique».
- Parce que l'instauration du socialisme «ne saurait être l'œuvre d'une minorité». «On ne peut pas faire le bonheur du peuple sans lui et encore moins contre lui».
- Parce que la dictature du prolétariat est «à l'opposé de la démocratie toujours plus large et des libertés toujours plus étendues pour lesquelles nous luttons».
- Parce que le socialisme, ce n'est pas la «dictature», mais la «démocratie pour tous», «la démocratie poussée jusqu'au bout», etc...

Toutes ces «justifications» avancées par la direction du P«C»F ou dans la tribune de discussion - et qui sont autant de reniements du marxisme-léninisme - illustrent clairement le point de vue complètement bourgeois de ce parti, sa défense complète de la «démocratie bourgeoise», la dénégation volontaire de la Révolution Prolétarienne.

une opposition farouche à la Révolution Prolétarienne

Le P«C»F reprend les vieux poncifs de la bourgeoisie, les vieux refrains sur la «dictature» en général avec lesquels la bourgeoisie a toujours mené la lutte contre la volonté d'émancipation des masses populaires, condamné les actes de violence des classes opprimées contre leurs exploiteurs et calomnié les régimes socialistes.

La Révolution Prolétarienne et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière sur la bourgeoisie n'est plus seulement une voie utopique que, seuls, certains rêveurs pourraient défendre. C'est maintenant devenu, d'après le P«C»F, une voie dangereuse ! La Révolution Prolétarienne violente est présentée maintenant ouvertement comme synonyme d'«illégalité», d'«anti-démocratie», et débouchant nécessairement sur la «dictature» de quelques uns, d'une minorité, incontrôlable et incontrôlée.

lu dans la tribune de l'Humanité

«La dictature du prolétariat est nécessaire. Elle est la continuité et la garantie du mouvement révolutionnaire. Elle permettra de réprimer la violence inévitable de la bourgeoisie pour tenter de survivre. Elle permettra également de supprimer toute forme d'exploitation, de protéger la propriété commune des moyens de production, de transformer tous les exploiteurs en travailleurs, d'amener la masse du peuple à la construction de la société socialiste. La dictature du prolétariat est indispensable pour le passage au socialisme».

Un deuxième militant, lui, écrit :

«Pouvoir de classe (comme l'est tout État en dernière analyse), elle (la dictature du prolétariat) est le pouvoir en faveur de la classe ouvrière et de ses alliés, mais aussi le pouvoir contre les anciennes classes dirigeantes dont la résistance est exacerbée par toute atteinte à leurs privilèges. Les thèmes de «pouvoir politique représentatif du peuple travailleur» proposés par le projet de résolution escamotent totalement cette fonction répressive du pouvoir d'État dont devra se doter la classe ouvrière. Ce rôle répressif n'est bien entendu pas le seul.

Mais «oublier» d'expliquer à la classe ouvrière, à ses alliés, au peuple de France, qu'une telle répression (contre un infime minorité) peut être le prix nécessaire du succès de la construction du socialisme, c'est gêner la compréhension de l'acuité de la lutte des classes dans la période du passage au socialisme. C'est renoncer à l'avance à l'emploi de certaines armes dans ce combat sans merci où la bourgeoisie n'a jamais hésité devant les crimes les plus monstrueux (Commune de Paris, Indonésie, Chili).

A cette voie «dictatoriale», «insupportable», il faut opposer la «voie démocratique» qui part de la base solide de nos «institutions républicaines», qui permet réellement au peuple de s'exprimer, de choisir sa voie en toute liberté dans le cadre de la «démocratie». «La faiblesse et l'inexistence de traditions démocratiques», «l'inexpérience de la classe ouvrière et du parti révolutionnaire», tels sont, d'après un correspondant de la tribune de discussions, les conditions de l'époque qui ont amené Marx, Engels, Lénine à envisager la nécessité de la «dictature du prolétariat».

«L'inexpérience» du parti révolutionnaire russe, le Parti Communiste Bolchévique du temps de Lénine ! Quel monceau d'immondices les révisionnistes ne sont-ils pas capables de jeter sur les classes ouvrières et les partis révolutionnaires des pays qui, précisément, ont renversé le pouvoir de la bourgeoisie ! La Révolution Prolétarienne et la dictature du prolétariat pouvaient être bonnes pour des pays arriérés, un peu frustes, comme la Russie ou la Chine, où les masses populaires n'avaient pas le bonheur de jouir de la «démocratie» ! Mais, dieu merci, nous l'avons nous la «démocratie». Oh bien sûr, elle est «inégalement développée» selon le bon mot du révisionniste déjà cité ci-dessus, quelques retouches sont à faire, mais le peuple peut dire son mot, choisir sa voie dans le cadre de nos «institutions démocratiques».

Au delà de leurs divergences : une même peur de la dictature du prolétariat.



démocratie pure ou démocratie de classe

Ainsi le P«C»F reprend à son compte ce qui a toujours été le lot de tous les opportunistes, de tous les fossoyeurs de la cause du socialisme, la référence à la «démocratie en général» et à la «dictature en général». Référence au nom de laquelle les révisionnistes ont toujours escamoté le contenu de classe précis de la «démocratie bourgeoise» et ont enseigné au prolétariat le respect de ces institutions. Les renégats révisionnistes se souviennent-ils de cette thèse on ne peut plus connue de Lénine, à savoir que, dans aucun pays capitaliste, il n'existe une «démocratie en général», mais une démocratie bourgeoise, forme de l'État bourgeois : *démocratie pour les capitalistes, dictature sur les masses* ?

Que même la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière, à mettre ses derniers à la merci d'une poignée de capitalistes ?

une thèse révisionniste de l'État pour masquer la dictature de la bourgeoisie

Les révisionnistes tentent de semer la confusion sur la dictature de la bourgeoisie et les moyens que doit prendre le prolétariat pour la renverser.

«Théoriquement», en apparence, les révisionnistes modernes ne contestent pas que l'État actuel soit un organisme de domination de classe. Ils parlent même d'État à la solde des grands monopoles, d'État accaparé par la grande bourgeoisie, etc... Mais qu'entendent-ils par là ? Ils se gardent bien de mettre en cause ce qui matérialise précisément le caractère «dictatorial», «violent», «oppressif» de l'État bour-

Marx...

«Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve :

- 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases déterminées du développement historique de la production,
- 2) que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat,
- 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes».

(Lettre à Joseph Weydemeyer - 1852)

«Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. Pendant cette période de transition politique, l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat».

(Critique du programme de Gotha - 1875)

Lénine...

«Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise...»

Celui là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat».

(L'État et la Révolution - 1917)

«Les formes d'États bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces États sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : la Dictature du Prolétariat».

(L'État et la Révolution - 1917)

et le renégat Marchais

«Le mot de dictature (du prolétariat) a une signification insupportable».

geois, ce qui en fait une violence organisée et quotidienne contre le prolétariat, à savoir la machine d'État bureaucratique et militaire : ce que le P«C»F reproche avant tout à l'État actuel, c'est d'être mal géré, mal utilisé, détourné de sa «mission» qui serait de préserver «l'ordre public», «l'ordre républicain», «l'intérêt général».

Ce qu'il remet en cause, ce n'est pas la nature profonde de l'État bourgeois, mais de prétendues «bavures» ou excès dus uniquement au caractère réactionnaire de ses gérants actuels.

Les brutalités policières, la répression des luttes, la remise en cause des libertés syndicales et politiques, etc... ne sont pas autant de traits inhérents à la démocratie bourgeoise qui dévoile sa véritable nature répressive, violente, au fur et à mesure que croissent les antagonismes de classe. Non, ce sont autant de manifestations d'une utilisation frauduleuse, partisane des institutions démocratiques qui, par nature, sont «au service de la Nation», c'est-à-dire de toutes les classes.

Lorsque la police réprime les luttes ou que les CRS ratonnent, ce ne sont pas ces corps répressifs en eux-mêmes qui sont en cause puisque, d'après les révisionnistes, ils ont pour vocation «de garantir les libertés des citoyens», mais l'usage que le gouvernement en fait.

Lorsque la justice libère les patrons emprisonnés pour homicide, là encore, ce n'est pas l'institution complètement pourrie de la justice bourgeoise qui est en cause, mais seulement les pressions gouvernementales.

Ainsi, pour les révisionnistes, l'État actuel, en tant que tel, n'est pas un corps parasite et répressif aux mains de la bourgeoisie et qu'il faut détruire. L'État est loin d'être la cible de la révolution, la matérialisation de la dictature bourgeoise. Il est au contraire l'enjeu de pressions et de forces contraires. Suivant le rapport de force du moment, des résultats du suffrage universel, de la «majorité» et de la «minorité» qui se dessine, l'État pourrait servir alternativement une politique franchement «bourgeoise», une politique «démocratique», une politique «socialiste».

C'est par cette théorie révisionniste de l'État que le P«C»F nie la nécessité de la violence révolutionnaire, de la Révolution Prolétarienne, de la dictature du prolétariat.

Julien ESTEVE

la Résistance Palestinienne et le peuple libanais sauront défendre l'intégrité du Liban

Yomna EL KHALIL

Le conflit au Liban fait partie d'un projet de «règlement global» de la question du Proche-Orient. Après la guerre d'Octobre qui a créé une certaine unité entre les pays arabes et la Résistance, unité dangereuse pour l'Etat sioniste, donc pour l'impérialisme américain, le «règlement global» cherchait à diviser ces pays, isoler la Résistance et la frapper. Ce qui se passe au Liban ne peut être séparé de ce qui se passe en Egypte (accords du Sinaï) et en Syrie (désengagement sur le Golan). Au Liban, le complot impérialiste vise à frapper la Résistance. Plusieurs moyens ont été tentés. L'emploi de l'armée toute seule contre la Résistance a été écarté, vu sa faiblesse apparue en mai 73. L'impérialisme américain s'est appuyé pour ses projets sur le parti des Phalanges de Gemayel, en se basant sur la haine des Phalanges envers la cause arabe, et sur l'importance que ce parti pouvait avoir dans une guerre confessionnelle. Pour cela, les Phalanges ont été armées depuis 74, année où elles ont commencé leurs provocations contre la Résistance. Comment, devait se dérouler le complot ? A partir de l'été 74 jusqu'au massacre de Ain Remmaneh (avril 75), le but était de frapper militairement la Résistance. Les Phalanges ont échoué et n'ont pu rallier, ni l'armée, ni le gouvernement. Elles passent alors au 2ème plan, qui est celui de créer une

guerre confessionnelle, et part à entraîner la Résistance dans un conflit qui ne peut être à son profit. Ce plan a commencé avec les événements de Zahlé, en août 75. Malgré toutes les provocations phalangistes contre les camps de réfugiés durant cette période, la Résistance s'est tenue en dehors des combats. Elle a cherché par tous les moyens à arrêter les combats confessionnelles qui ne serviraient que l'Etat sioniste.

Les inconséquences des partis «de gauche» ont permis que les combats durent assez longtemps pour que la réaction commence à parler sérieusement de partition. Pour mener la partition, il faut détruire les «enclaves» palestiniennes : ici intervient le blocus de Tell-el-Zaater, de Jisr-al-Bacha et la prise de Dbayeh. C'est une menace directe contre la Résistance. Après avoir échoué à entraîner la Résistance dans un conflit confessionnel, les Phalanges et leurs alliés l'attaquent à nouveau. Pour cette raison, la Résistance, à présent est prête à défendre par les armes l'intégrité du Liban. Les récentes déclarations des dirigeants palestiniens expliquent les menaces contre les peuples libanais et palestiniens que fait peser la partition. Si la Résistance est prête à défendre par les armes l'intégrité du Liban, elle est encore tout aussi prête à arrêter les combats.



Le «gang» de la partition : (de gauche à droite) Chamoun, Gemayel et Charbel Kassiss.

Depuis mai 73, la Résistance reçoit le soutien d'une grande partie du peuple libanais. La guerre d'octobre a encore plus rapproché les deux peuples. Depuis, le Liban se rapproche de plus en plus des pays arabes, il s'y intègre. A tous les niveaux, les libanais se tournent vers le monde arabe. Les masses demandent l'unité des forces pour combattre le sionisme, les hommes d'affaires voient dans les pays arabes producteurs de pétrole un remplaçant possible pour les pays européens. Le sommet de ce rapprochement, c'est le moment où Frangie, à l'ONU, a soutenu en tant que représentant des pays arabes, la cause palestinienne ; les bons rapports entre l'Etat libanais et la Résistance étaient en faveur de la Résistance : elle pouvait toujours se déplacer, attaquer l'ennemi sioniste. Le complot américain visait à remettre en cause cette bonne entente, isoler de nouveau le Liban (pour mieux s'infiltrer) et affaiblir la Résistance. Dès l'été 74, les Phalanges l'ont appliqué : avec leurs attaques contre le camp de Tell-el-Zaater ; l'armement massif des Phalanges date de cette période. Durant l'été 74, un camion venant de Jordanie et transportant des armes destinées aux Phalanges tombe en panne dans un village pro-phalangiste. Avant l'arrivée de la police, le camion est vidé ; il ne restait plus qu'un canon, difficile à transporter par les villageois. Le conflit devait commencer avec les événements de Saïda, qui n'ont été pour les Phalanges qu'un prétexte pour la bataille à laquelle ils se préparaient.

PREMIÈRES ATTAQUES

A Saïda, en avril 75, les pêcheurs manifestent, contre le projet de création d'une société maritime qui réglementera la pêche sur le littoral. L'armée intervient et tue un

ancien député de Saïda, Ma'rouf Saad, qui participait au cortège des pêcheurs. Des manifestations éclatent dans tout le Liban contre l'intervention de l'armée. Les protestations sont pour les Phalanges le prétexte pour commencer leur propagande sur «la sauvegarde de l'armée». C'était leur première mobilisation. Elles passent ensuite à l'attaque : c'est peu après le massacre de Ain Remmaneh. Un autobus transportant des Palestiniens est arrêté, tous les passagers sont tués. La riposte de la Résistance ne s'est pas fait attendre : attaque des «Maisons des Phalanges» et large pro-

UNE TACTIQUE MALENCONTEUSE

C'est après leur échec, qu'elles ont engagé une guerre confessionnelle, cherchant à entraîner la Résistance dans ce conflit en attaquant des camps : Sabra, Tell el Zaatar, et les quartiers musulmans à Beyrouth, les villes et villages musulmans dans la Bekaa et le nord. Alors que la Résistance cherchait par tous les moyens à arrêter ces batailles, les «partis et forces progressistes» représentés par Joumblatt, ont riposté de la même manière que les Phalanges, sans coordonner, au début, leurs ac-

ser de ce gouvernement signifiait pour les chrétiens être «isolés» dans un monde arabe à majorité musulmane.

Seuls les chrétiens progressistes ne se sont pas ralliés aux Phalanges ; mais, chose significative, ils n'ont pas rejoint les «partis de gauche», mais ont travaillé en coordination avec la Résistance pour arrêter les combats. A Zahlé, dans la Bekaa, les chrétiens progressistes font partie des comités de désengagement qui ont pour tâche de rendre les personnes enlevées, d'enlever les barricades. Un exemple montre clairement comment les chrétiens peuvent rejoind-

correcte de la situation au Liban et ne la rattachant pas au contexte arabe et international, ils ont considéré qu'il fallait lutter et en finir avec la droite, que ce soit le pouvoir ou les milices. Avec leur «programme de réformes», ils visent il est vrai des féodaux, et des capitalistes... y compris ceux qui sont prêts à soutenir la Résistance, et sont souvent anti-impérialistes !

LA RÉSISTANCE : CONTRE TOUT CONFESSIONNALISME

Jusqu'à présent, la Résistance Palestinienne a démontré qu'elle était seule à pouvoir rallier les masses libanaises, chrétiennes et musulmanes dans un large front de lutte contre l'Etat sioniste, avec les masses d'autres pays arabes. Pour empêcher qu'il y ait une guerre confessionnelle qui risquerait d'arriver peu à peu à la partition, la Résistance a cherché, durant tout le conflit, à arrêter les combats. Elle a participé au Comité National du Dialogue, aux différents comités de désengagement, pour arriver à une solution. Dans les milieux où elle a de l'audience, un travail de propagande a été fait pour limiter le nombre d'actions isolées, spontanées que des gens pouvaient mener, que des gens pouvaient mener à une attaque phalangiste contre un de leur proches, par exemple. La Résistance s'est opposée catégoriquement à tout bombardement visant les moyens de production, qu'ils appartiennent à la droite ou pas, considérant que les moyens de production doivent être un objectif dans le cas seulement de l'Etat sioniste : sinon, ce n'est que de la destruction de l'économie libanaise, chose qui ne servirait que l'impérialisme et le sionisme.

Les «partis progressistes» eux, ne voulant pas donner le pas à la lutte de

libération, qui est pourtant prioritaire chez les masses, se limitent aux contradictions internes et sont entraînés dans des conflits qui les dépassent. Ils sont contre la partition, le confessionnalisme, mais par leur mauvaise riposte, ils ont approfondi le confessionnalisme qui peut mener à la partition.

VERS LE CONFLIT OUVERT

Sans qu'ils soient directement liés à l'Union Soviétique, et même si le projet de partition n'est pas un projet soviétique - mais américain - l'Union Soviétique peut avoir un intérêt dans la partition : assurer une base au Liban-Sud et contrôler la Résistance. La demande de plus en plus pressante de réunir la Conférence de Genève pour la création d'un Etat Palestinien en Cisjordanie va dans le même sens : élargir la base soviétique.

Durant toute la période (août 75/décembre 75) les combats ont continué de cette façon : les Phalanges et leurs alliés attaquant les musulmans, les «partis de gauche» attaquant les Phalanges et les chrétiens. Les «partis de gauche» n'ont pas pu isoler les Phalanges de leurs milieux chrétiens. C'est ce qui a servi, finalement, le plan de partition : c'est un danger pour la Résistance et pour le peuple libanais. C'est une menace pour tout le Proche-Orient. Il est nécessaire de s'y opposer fermement. C'est pourquoi la Résistance va être entraînée, si la menace se précise, à entrer dans la bataille. Mais de ce fait, cette bataille ne sera plus confessionnelle : c'est de l'avenir de la région qu'il s'agit. Ou bien le Liban sera partagé et la Résistance étranglée entre deux Etats fantoches (sionistes et phalangistes), ou bien le Liban gardera son intégrité et se mettra aux côtés des forces arabes pour la lutte contre l'impérialisme.



La Révolution Palestinienne prête à défendre les peuples palestinien et libanais contre la partition.

pagande, en milieu chrétien et musulman, sur leur visage criminel et traître.

Le but était de frapper fort en un temps très limité. Cette riposte voulait isoler les Phalanges des milieux chrétiens, rassurer les masses palestiniennes et libanaises en montrant la force de la Résistance. En insistant sur le massacre de Ain Remmaneh, la Résistance a rallié à elle la majorité de la population libanaise. De nombreux militants phalangistes ont quitté leur parti, des villages entiers, avant les phalangistes, par exemple au sud, Mieh-ou-mieh, Ain-el-Delbeh, ont affirmé leur soutien à la Résistance. Les Phalanges étaient de plus en plus isolées.

tions avec la Résistance. Ce qui a finalement approfondi la crise. Pour répondre aux bombardements des quartiers musulmans par les Phalanges, ils ont bombardé les quartiers chrétiens. Au lieu de chercher à isoler vraiment les Phalanges des milieux chrétiens, ils ont avancé le mot d'ordre «Isolement des Phalanges», rallié à eux les masses musulmanes et perdu les masses chrétiennes. Car pour les masses chrétiennes, les phalanges pouvaient défendre leurs quartiers face aux bombardements des «forces progressistes». Comme, jusqu'à cette période, c'étaient en partie les Phalanges qui les représentaient au niveau du gouvernement, les chas-

dre les Phalanges sans qu'ils soient phalangistes : Un chrétien patriote possède un magasin à la limite d'un quartier à majorité chrétienne. Ce magasin est plastiqué par «les forces progressistes» parce qu'il est chrétien. Les Phalangistes sont intervenus auprès du propriétaire, lui disant qu'ils le protégeraient. Celui-ci a refusé et a contacté la Résistance qui a pris l'affaire en main. Un autre chrétien, pas aussi progressiste, aurait accepté la protection phalangiste. La riposte des «forces et partis progressistes» a, sans le vouloir peut-être, approfondi le fossé entre chrétiens et musulmans, et a servi, finalement, les projets de partition. N'ayant pas une analyse

PMU-tiercé : à qui cela rapporte-t-il ?

Depuis que le prix du tiercé est passé à 5 F, il y a eu une importante baisse du nombre des paris (30 %). Pour y remédier, et dans la mesure où il avait moins de bordereaux à traiter, le PMU a décidé de rétablir le couplé placé sur la course du tiercé. Il espère ainsi susciter une reprise des enjeux pour alimenter les caisses de Fourcade.

Nous publions à cette occasion un article sur cette question envoyé par un de nos lecteurs qui travaille au PMU.

UNE ASCENSION FOUDROYANTE

Créé en 1930, le PMU n'a connu sa grande vogue qu'après la guerre. Le premier tiercé en 1954 a recueilli moins de trois millions d'anciens francs de recettes. L'an dernier, le prix d'Amérique a dépassé les 12 milliards...

On estimait à 5 millions en 1975 le nombre des joueurs réguliers. Ce chiffre pouvait doubler en certaines occasions. Toutes les classes de la société ont subi l'engouement mais surtout, semble-t-il, les travailleurs urbains (ouvriers et employés). D'après un sondage récent, près de la moitié des ouvriers hommes joueraient au tiercé.

LES TRAVAILLEURS DU P.M.U.

Ils sont 3900 dans toute la France, dont 50 % d'auxiliaires à temps partiel sans statuts (les dimanchiers). Parmi ces derniers, de nombreux travailleurs des PTT et de la SNCF. Un employé titulaire touche en moyenne 2500 F par mois. Les «dimanchiers» sont très mal payés, guère plus de 10 F de l'heure pour le samedi, le dimanche et sans heure de sortie régulière.

LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Le plus étrange, dans l'histoire, c'est qu'en principe, le PMU n'existe pas. Ni société, ni association, c'est un organisme comptable des sociétés de courses. L'Etat en a vite perçu l'intérêt. Aujourd'hui, c'est un organisme privé sous contrôle public. Après lui avoir laissé long-



temps une autonomie de gestion complète, le gouvernement serre la vis. Un récent rapport du ministre des finances recommande de réduire les frais de gestion de 30 %. Longtemps privilégiés, les employés du PMU voient s'abattre sur eux l'austérité. Depuis l'augmentation du

couplé, l'an dernier, la chute de la prime de rendement ampute le salaire de 200 à 300 F par mois. Les «dimanchiers» (voir encart) perdent autant sur un salaire deux fois moindre. L'augmentation du tiercé à 5 F ajoute des menaces de licenciements.

QUELLES CHANCES DE GAGNER ?

Plus de 80 % des «joueurs du dimanche» sont des petits parieurs (20 F et moins). Ce sont aussi ceux qui ont le moins de chance de gagner. Mathématiquement, quand on joue trois chevaux sur vingt partants, on a une chance sur 6840 de gagner dans l'ordre. Dans une équi-

ckets sont à l'arrivée, rarement plus de mille, le rapport devient plus faible. Encore sur le nombre de «Ces heureux gagnants», la proportion de grosse mise est énorme, laissant bien peu de place à celui qui joue 5 F. Certains gros parieurs n'hésitent pas à jouer tous les chevaux (5700 F pour vingt chevaux) ou à miser plusieurs millions sur des «tuyaux sûrs». Si la première solution est rarement rentable, la seconde conduit à la fortune. On peut citer l'exemple d'un entraîneur connu qui joue tous les jours plusieurs millions. Entre jeudi et dimanche dernier, ce monsieur a gagné 150 millions d'AF pour en avoir risqué 25 ! Cela dure depuis plusieurs années. Le PMU ne

fait rien contre lui. A part ça, les courses ne sont pas truquées et il n'existe aucune mafia ! L'affaire du prix «Bride abattue» n'est que la partie visible de l'iceberg...

Correspondant P.M.U.

LE PMU-EN CHIFFRES

Chiffre d'affaire 1974 : plus de 10 milliards de NF, Tiercé : 70 % de la recette, Part affectée aux enjeux : 73 %. Prélèvement de l'Etat : 19 % (mais dans certains cas, il peut aller jusqu'à un tiers), le reste va aux sociétés de courses, dont le PMU, aux éleveurs... «pour l'amélioration de la race chevaline» !

Nous publions aujourd'hui une grille de mots croisés, envoyée par un lecteur du Quotidien. Nous espérons recevoir de nombreuses autres propositions et pouvoir ainsi publier régulièrement des mots croisés et d'autres jeux encore. (solution lundi).

- 1(-) Dû à la crise.
- 2(-) Tout le monde l'est-il aux jeux olympiques ?
- 3(-) Ne doit rien au ver.
- 4(-) S'oppose à la chaîne dans le textile.
- 5(-) Infinitif ; règle.
- 6(-) Comptez pour le recensement.
- 7(-) Poursuit en «justice» ; Note.

	A	B	C	D	E	F	G
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							

A1 - Prénom féminin.

- B(-) Fixas une barque.
C(-) Abima un disque ; phonétiquement Allez latin.
D(-) Désintègre.
E(-) Laxatif.
F(-) Fromage alsacien.
G(-) Celle de l'impérialisme prendra bientôt fin ; ville des Alpes maritimes.

MOTS

CROISÉS

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

LA BATAILLE POUR LA PRODUCTION : UN BAGNE POUR LES MINEURS

LE PCF S'OPPOSE A L'ÉPURATION

Tous les mineurs exigeaient l'épuration. Pourtant, mis à part quelques cas individuels d'épuration pour donner le change à la classe ouvrière, directeurs, ingénieurs et porions, qui avaient collaboré avec le nazisme, furent maintenus bien en place au lendemain de la Libération.

Un mineur de Valenciennes donne cet exemple : «L'ingénieur de la fosse Audiffret, à Escaudin, juste à côté de Valenciennes, qui avait livré 3 mineurs aux nazis, a été déplacé dans le bassin du Pas-de-Calais, mais il n'y a rien perdu puisqu'il est rapidement monté en grade, de-

venant directeur. Il faut remarquer qu'il s'est même retrouvé à un poste de secrétaire de la CGT des ingénieurs et des cadres, ce qui n'était pas extraordinaire si l'on songe que la «capacité» de savoir faire bosser les gars au maximum, était la qualité principale que le PCF demandait aux cadres».

Le PCF justifiait la non-épuration en disant : «C'est vrai que tel ou tel porion a collaboré, mais il était embêté à la place où il était, il avait des responsabilités, et pendant la guerre on ne pouvait pas faire comme on voulait. En étant porion, il était mal placé. Il était obligé de faire travailler les gars». Tout ceci concordait parfaitement avec la politique d'alliances de classe du PCF : pour obtenir l'appui des ingénieurs et des cadres, pour obtenir leurs

voix aux élections, de multiples avantages leur étaient concédés : «Liberté», quotidien régional écrivait le 4 juillet 46 : «le Comité Régional du syndicat CGT des mineurs déclare que toute augmentation des salaires qui mettrait en cause la hiérarchie des salaires serait dirigée contre les intérêts des masses laborieuses et partant contre le relèvement économique de la France».

A Bruay, des mineurs aujourd'hui à la retraite constatent : «le statut du mineur fait en 1946, par les ministres «communistes» Croizat et Marcel Paul nous a été présenté comme une véritable révolution dans la situation du mineur. En réalité, ceux qui en retiraient de gros avantages, ce sont les porions, les cadres et les ingénieurs». Les conditions étaient donc réunies pour imposer aux mineurs une exploitation inouïe.

L'INTRODUCTION DU SALAIRE INDIVIDUEL A LA TACHE : EXPLOITATION ACCRUE POUR LES MINEURS

«C'est Thorez et les autres ministres «communistes» qui ont inventé ce système. La conséquence de tout ça, c'est que le mineur devait se crever de plus en plus. En étant payé au mètre de charbon, le mineur qui essayait de rattraper la hausse des prix était contraint de travailler au maximum dans un temps donné.

Et avec le nouveau système, le gars moins costaud avait beau travailler jusqu'à la limite de ses forces, il gagnait toujours moins que les autres. De plus, une des conséquences, c'était la division des travailleurs ! C'était la mentalité de «chacun pour soi» qui était encouragée».

Le climat entretenu par la maîtrise, les cadres, la CGT et la PCF, ajouté à la nécessité de travailler toujours plus pour obtenir un salaire décent, tout cela contraignait le mineur à négliger sa sécurité dans le travail. «Il est certain que si nous voulions respecter toutes les consignes de sécurité, il n'était pas possible d'atteindre les objectifs demandés, sinon on ne gagnait pas sa journée.

Beaucoup de mineurs de cette période sont morts : à 35 ans, les gars étaient foutus, tous silico-

sés, certains n'attei-

gnaient pas la quarantaine. Chez ceux qui ont été à l'abattage dans ces années-là, il y a un déchet, à l'heure actuelle, parmi les pensionnés de 30 à 50% des gars qui ont entre 50 et 100% de silicose. A la situation de plus en plus dure pour le mineur, sur le lieu de travail, il faut ajouter le manque même du minimum vital qui rendait la vie du mineur et de sa famille de plus en plus insupportable. Le mineur manquait de savon pour se laver, de nourriture pour reconstituer ses forces.

Mais dès que les mineurs engageaient une action, déclenchaient une grève (car des grèves bien que limitées continuaient d'avoir lieu malgré la répression et la tromperie quotidienne et pas seulement pour l'épuration - exprimant la colère accumulée des mineurs), aussitôt le PCF tirait à boulets rouges sur eux.

La production de charbon qui atteignait 100 000t. par jour en 45 atteignait 160 000t. en juin 46. Grâce au PCF, les objectifs de la bourgeoisie au sortir de la guerre avaient été atteints.

(à suivre)

programme

SAMEDI 17 JANVIER

- TF 1
18 h 40 - JOURNAL
19 h 20 - JAI LES JONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMERO 1 : Jacqueline Maillan
21 h 30 - SHAFT - série policière américaine
22 h 40 - PATINAGE ARTISTIQUE - CHAMPIONNATS D'EUROPE
23 h 25 - JOURNAL

- A 2
14 h 55 - SPORTS : Rugby : Tournoi des 5 Nations : Angleterre-Galles
15 h 15 - CLAP - magazine du cinéma
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTISANES - DIX DE DER
22 h 05 - JOURNAL

DIMANCHE 18 JANVIER

- TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAP- PORTEUR
14 h 05 - SKI A MORZINE
16 h 15 - DIRECTAUNE
17 h 15 - LE SURVIVANT DES MONTS LOINTAINS : film
18 h 45 - NANS LE BER- GER - feuilleton
19 h 15 - LES ANIMAUX DU MONDE - haras et chevaux de France
20 h 30 - LES CHOSES DE LA VIE - film français de Claude Sautet (1970)
22 h 45 - JOURNAL

- A 2
15 h 40 - AU PAYS DE LA MONTAGNE SACRÉE : la loutre géante
16 h 05 - VARIÉTÉS
16 h 20 - L'HEURE DES ENFANTS
17 h 20 - RÉSULTATS SPORTIFS
17 h 25 - M. CINÉMA
18 h 10 - CINE PARADE
18 h 25 - MASH - série américaine
18 h 50 - SPORTS SUR L'A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTÈME 2 - en vedette E. Macias
21 h 40 - SCHULMESTER, L'ESPION DE L'EMPEREUR
23 h 15 - JOURNAL

- FR 3
19 h 00 - PORTRAITS DE CINÉASTES : C. Autant-Lara
19 h 55 - SPECIAL SPORTS
20 h 05 - LES ANNÉES ÉPIQUES DU CINÉMA : Les fous de la science
20 h 30 - UNE HISTOIRE IMMORTELLE - film TV écrit et
21 - 25 - LE MASQUE ET LA PLUME avec Roberto Rossellini
22 h 20 - JOURNAL

ESPAGNE discours libéral et violente répression contre le mouvement gréviste

La répression des luttes en Espagne se poursuit avec la même férocité que sous Franco. Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, une centaine de militants syndicalistes des Commissions Ouvrières ont été arrêtés ; selon certaines sources, il s'agirait de membres de la «Junta Démocratique» et de la «Convergence démocratique». Hier après-midi, les commissions de ménagères madrilènes avaient appelé au boycott des achats afin de lutter contre la liberté des prix et le blocage des salaires. Dans le même temps, le premier ministre a demandé à Juan Carlos la prolongation d'un an du mandat des actuelles Cortès, «élues» du temps de Franco, sous prétexte de revoir le mode de scrutin, en vue de l'élection au suffrage universel d'une partie des députés, et de faire correspondre ces élections avec celles du Parlement européen. Car Juan Carlos semble bien avoir reçu des assurances - de Giscard ? - que l'Espagne - «libérale» - sera membre du Marché Commun.

Toutefois, la lutte des peuples d'Espagne contre le fascisme se poursuit avec toujours plus de vigueur.

DE MADRID PAR TÉLÉPHONE BANQUES :

La grève dans le secteur bancaire ne cesse de s'étendre. La principale revendication porte sur la représentativité des délégués ouvriers, «élus» sous Franco et vendus au patronat. Les travailleurs du secteur bancaire se battent pour avoir d'authentiques représentants : à Madrid, la matinée de jeudi a été marquée par un

arrêt total du travail dans les dix plus importantes banques madrilènes, et des arrêts partiels dans la majorité des autres. Les chefs du service du personnel de la Banque de Vizcaya à Madrid ont refusé de livrer à la police, qui le leur demandait, l'identité des employés les plus engagés dans la lutte. La succursale de cette même banque à Bilbao a vu certains membres du personnel d'encadrement se joindre à la grève. D'importants

arrêts de travail ont eu lieu dans les 27 agences centrales de Barcelone et les 80 succursales.

POSTES & TÉLÉPHONES :

La grève y a été un grand succès malgré le statut de «service public» des téléphones, dont le gouvernement peut se servir pour réquisitionner les travailleurs. La grève a été particulièrement dure jeu-

Grand Via. La grève a touché les centraux de l'ensemble de l'Espagne.

D'autre part, la réquisition des postiers s'est accompagnée de l'arrestation de sept des huit délégués de la Commission élue par les grévistes. Ils sont passibles du Tribunal Militaire.

BÂTIMENTS :

La grève de jeudi a été un succès, puisqu'après

générale avait été décidée pour Valence et d'autres provinces.

METALLURGIE :

La grève a paralysé totalement les usines de Getafe, Villaverde, Alcobendas, San Fernando de Henares et Mostoles-Ventas. Face à la volonté des travailleurs de la Métallurgie de combattre, le patronat a décidé le lock-out pour de nouvelles entreprises : Lamicalor, Tafesa, Odelux, Isolux, Isodel et de nouveaux centres de Standard, à Madrid, Séville, Grenade, Malaga, Cordoba, Huelva et Cadix.

Les travailleurs de Chrysler, Siemens, Metal Mazda (Philips) ont suspendu les négociations avec le patronat qui se refuse à réembaucher les ouvriers licenciés pour fait de grève. Sur ce point, l'Union des Travailleurs et Techniciens a décidé qu'au cas où le patronat déciderait de rouvrir les usines du secteur métallurgique actuellement lock-outées, les ouvriers observeraient une heure quotidienne de débrayage jusqu'à la réintégration des grévistes licenciés. La lutte continue dans

les usines métallurgiques de Saragosse et Linares.

AUTRES SECTEURS :

Les négociations continuent dans le secteur du métro à Madrid, les travailleurs se refusant à accepter les maigres propositions du gouvernement. Des actions se sont déclenchées à la Bourse de Madrid, dans les assurances et les mines des Asturies et chez les dockers de Barcelone, où une grande manifestation, jeudi dernier, rassemblant plusieurs centaines de grévistes et chômeurs, s'est heurtée violemment à la Garde Civile.

ARRESTATIONS :

Elles se sont multipliées ces derniers jours, après que 3 000 femmes et mères de prisonniers aient manifesté pour réclamer l'amnistie et que 9 000 personnes aient manifesté au cours du récital de Louis Llach ; de plus, 100 personnes ont été arrêtées jeudi dans les locaux de la HOAC (Association des Ouvriers de l'Action Catholique), accusé de participer à la préparation des grèves madrilènes.



di matin, avec les expulsions répétées dans la journée, par la Garde Civile, des grévistes qui occupaient les différents services du Central de la

avoir paralysé l'ensemble des chantiers madrilènes, elle a amené le patronat à céder sur les revendications des travailleurs du bâtiment. Hier, la grève

ANGOLA : GRAVES REVERS DU FNLA

Le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) continue à subir de graves revers sur le front nord : il a perdu la ville côtière d'Ambriz, principal port de la région. La dernière ville qu'il tient, Santo Antonio do Zaire, est menacée à son tour. Devant cette situation, le Zaire, pays frontalier qui avait beaucoup misé sur le FNLA, menace d'entrer directement en guerre contre le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA). L'Afrique du sud, qui dispose déjà de plusieurs milliers d'hommes sur le terrain, mobilise des réservistes pour renforcer son intervention. Le premier ministre cubain annonce que ses troupes, qui ont joué, semble-t-il, un rôle déterminant dans la défaite du FNLA, vont continuer à combattre en Angola. Dans la colonne d'un millier d'hommes du MPLA qui fait route vers la ville de Luso, tenue par l'Union pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), figureraient cinq cents de ces cubains.

Ainsi s'aggrave le conflit angolais, parfois appelé «Vietnam de l'Afrique». A l'appui de cette thèse, l'intervention massive des troupes racistes sud-africaines ; le MPLA ne mènerait-il pas un juste combat contre les plus grands ennemis de l'Afrique ? L'intervention russe et cubaine ne serait-elle pas un soutien internationaliste à cette lutte ?

Pourtant, avec une significative ironie, un responsable du FNLA, faisant état des

récentes défaites subies par son mouvement, renvoyait la balle, estimant que l'Angola était «le Vietnam des Russes». Mais, si le rôle de l'intervention étrangère peut rappeler ce qui se passait en Indochine, il paraît manquer à la comparaison une dimension fondamentale : le rôle essentiel joué par les masses populaires dans la guerre de libération vietnamienne.

Au Vietnam, des années durant, la résistance s'est constituée dans les campagnes, mobilisant les masses, utilisant les tactiques de la guerrilla, contraignant l'ennemi à recourir à des moyens énormes en hommes et en matériel, l'accablant pas à pas à la débâcle finale.

En Angola, quelques mil-

liers d'hommes, avec des troupes étrangères de part et d'autre, constituent la force qui décide de la guerre. Les deux adversaires, qui se disputent des villes importantes, ne semblent guère en mesure d'occuper réellement le terrain.

Si les moyens investis, à l'est comme à l'ouest, risquent fort de transformer le conflit angolais en une guerre longue, les anti-impérialistes ne pourront y choisir clairement leur camp que le jour où ils pourront discerner une force qui, sans ambiguïté, rejette les interventions extérieures qui plongent aujourd'hui ce pays dans le malheur.

Jean LERMET

DAKHLA (VILLA CISNEROS) OCCUPÉE PAR LES TROUPES DE HASSAN

Trois bataillons de l'armée marocaine sous les ordres de Dlimi ont pris possession de Dakhla (villa Cisneros). 600 soldats mauritaniens, accueillis par une manifestation organisée par les marocains aux cris de «Vive le roi» ont opéré la jonction avec les troupes marocaines. Selon l'accord tripartite, Dakhla fait partie de la zone revenant à la Mauritanie, incapable d'imposer seule sa domination au peuple sahraoui. Elle apparaît ainsi de plus en plus comme une force auxiliaire de l'invasion marocaine.

C'est au prix de lourdes pertes que les soldats marocains et mauritaniens ont pu rejoindre villa Cisneros. C'est au prix de lourdes pertes que les troupes marocaines se maintiennent au nord et que les troupes mauritaniennes font face à l'offensive des forces armées populaires. Dans la première semaine de janvier les forces du Maroc et de la Mauritanie ont eu 122 morts, 126 blessés et 24 prisonniers parmi les quels au moins trois français dont deux étaient des coopérants. Les Marocains tiennent quelques villes mais l'immense territoire du Sahara est largement contrôlé par le peuple sahraoui.

DERNIER HOMMAGE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS A CHOU EN-LAI

Le 15 janvier, les dirigeants du Parti Communiste Chinois et de l'Etat, les représentants de la population de Pékin au nombre de plus de 5 000 se sont réunis dans une atmosphère solennelle et silencieuse pour honorer la mémoire du camarade Chou En

Lai. Dans la grande salle du palais de l'Assemblée Populaire Nationale, le camarade Teng Siao Ping, vice-président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et vice-premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat a prononcé l'éloge funèbre.

Rappelant l'héroïque vie du camarade Chou En-Lai, toute entière consacrée à la victoire de la Révolution et l'édification du socialisme en Chine, il a déclaré :

En honorant la mémoire du camarade Chou En-Lai, nous devons nous inspirer de sa fidélité sans faille envers le marxisme, le léninisme, la pensée Mao Tsé Toung... de la noble qualité qui le personifiait : servir de tout cœur le peuple... de la fermeté dans la lutte contre l'ennemi... de son ferme esprit prolétarien de parti... de l'excellent style qui le caractérisait : modeste et prudent, d'un abord facile, d'une conduite exemplaire, plein d'endurance et de simplicité... de sa volonté révolutionnaire et de sa ténacité révolutionnaire avec lesquelles il lutta contre la maladie (...)

Nous devons faire de notre douleur une force, et, sous la direction du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao, nous unir comme un seul homme, pour faire de notre pays un Etat socialiste moderne et puissant, et pour faire triompher la cause du communisme.

L'ARMÉE LIBANAISE CONTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Vendredi, l'aviation de l'armée libanaise a bombardé le camp palestinien de Bir Hasan, camp se trouvant près de la route menant à l'aéroport.

L'intervention de l'armée aux côtés des forces réactionnaires montre clairement que les batailles, dès le début, ont été déclenchées contre la Résistance Palestinienne. L'attaque du camp de Dbayeh par des mortiers, des canons, a été le fait des unités de l'armée qui ont ensuite fait place aux forces réactionnaires qui ont occupé le camp : l'intervention de l'armée montre la faiblesse des phalanges et leurs alliés, obligés de reculer face à la poussée des forces palestiniennes et patriotes. Après l'occupation du camp de Dbayeh, les forces palestiniennes et patriotes ont occupé le bourg de Damour, qui se trouve entre Beyrouth et Saïda, au Sud. C'est dans ce bourg que les miliciens de Chamoun ont installé, depuis le début des événements, des

barricades pour arrêter les gens suivant leur confession. Plusieurs Palestiniens et Libanais musulmans ont été enlevés et tués par les miliciens installés à Damour.

D'autre part, les forces palestiniennes et progressistes cherchent à encercler les principaux quartiers tenus par les phalangistes, pour empêcher que des renforts leur arrivent de la montagne.

Si la Résistance Palestinienne intervient aujourd'hui dans les combats, c'est pour défendre les masses palestiniennes, pour défendre l'intégrité du Liban.

A L'OCCASION DU 11^e ANNIVERSAIRE
DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

meeting de la GUPS

SAMEDI 17 JANVIER - 15 HEURES

44, rue de Rennes

MÉTRO SAINT-GERMAIN